



Un certain jour de juin

La Grande-Bretagne et
le Général de Gaulle, 1940

Ce document - publié à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de l'Appel du Général de Gaulle - est une réédition de la brochure réalisée lors de la commémoration du 60^{ème} anniversaire de ce même Appel.

*Travaux dirigés par Anne Corbett et Douglas Johnson
Traduction par Christine Naoumoff-Faillat*

£5

Publication du

Conseil franco-britannique
Section britannique
Victoria Chambers
16-18 Strutton Ground
London SW1P 2HP

Téléphone: 020 7976 8380

Fax: 020 7976 8131

Email: info@francobritishcouncil.org.uk

<http://www.francobritishcouncil.org.uk>

© Franco-British Council British Section 2000

£5

Photo de couverture: *Imperial War Museum*

ISBN 0 9534856 6 8

Coordinateurs de la publication :

Anne Corbett est journaliste, professeur invité à l'Institut Interdisciplinaire de Management de l'Ecole d'Economie et de Science Politique de Londres. (LSE) et membre du Conseil franco-britannique.

Douglas Johnson est Professeur émérite d'histoire de France, à l'University College de Londres (UCL) et membre du Conseil franco-britannique.

Table of Contents

Préambule	4
Avant-propos	5
Introduction	6
L’Appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle	9
Témoignage d’un Français libre	10
L’appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle	17
dans une perspective britannique	17
Du 18 Juin aux 18 juin	22
Les discours du 18 juin	28
Mers el-Kébir, 1940	32
La France libre et la BBC	37
De Gaulle, la France et l’Union européenne	41
Un tournant dans l’histoire : la place du 18 juin dans les programmes scolaires français	44
De Gaulle : le grand absent des programmes scolaires britanniques	47
Une Alliance française de province et la France Libre	50
Conclusion	52
Sauver notre honneur	56
A propos des contributeurs	60

Préambule

Sir Peter Petrie

Un homme sage a dit un jour qu'une nation qui ignorait sa propre histoire était condamnée à répéter ses erreurs. Bien que la vocation principale du Conseil franco-britannique consiste à renforcer les liens entre nos deux peuples et qu'elle se concentre essentiellement sur les problèmes cruciaux d'aujourd'hui et de demain, la présence parmi ses membres de plusieurs historiens éminents garantit que les leçons reçues dans le passé par nos deux nations nous sont régulièrement remises en mémoire.

L'importance du général de Gaulle dans les relations franco-britanniques est aussi grande qu'elle a été parfois sujette à controverse. Le 60^{ème} anniversaire de son premier grand coup d'éclat, l'appel à l'action lancé depuis Londres à la France le 18 juin 1940, constitue une excellente occasion de revenir à la fois sur l'événement et sur les leçons que nous pouvons en tirer aujourd'hui. Monsieur l'Ambassadeur de France, dans son préambule, a attiré notre attention, avec pertinence, sur certaines d'entre elles. La Section britannique du Conseil franco-britannique est heureuse d'être associée à la publication de cet opuscule qui met en relief la communauté d'intérêts et l'expérience partagée par nos deux pays – une situation à qui il n'est malheureusement pas donné la place qui lui revient dans les médias lorsque ces derniers présentent des événements contemporains.

Les opinions exprimées dans les articles qui suivent n'engagent, bien sûr, que leurs auteurs.

Avant-propos

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Daniel Bernard

Il y a soixante ans, au lendemain de la pire défaite que la France ait jamais eue à subir au cours de sa longue histoire, une voix s'élevait sur les ondes britanniques, affirmant aux Français et aux Françaises que la guerre n'était pas terminée mais qu'elle venait au contraire de commencer.

La radiodiffusion du général de Gaulle le 18 juin marque le début d'un processus long, douloureux et glorieux qui devait permettre à la France de recouvrer son indépendance, sa fierté perdue et son rang dans le monde. De fait, ce qui avait pu être interprété en son temps comme un acte audacieux s'est avéré être non seulement un acte de bravoure suprême, mais également un acte visionnaire de sagesse politique. A ce titre, nous pouvons encore en tirer quelques leçons.

La première est que, quelles que soient les difficultés, quelles que soient les menaces, la bataille pour la liberté n'est jamais perdue.

La seconde est que nous pouvons avoir une confiance absolue dans la force et la constance des liens qui unissent la France et la Grande-Bretagne. Au moment où le général de Gaulle lançait son appel sur les ondes de la BBC, la Grande-Bretagne était le seul pays au monde à poursuivre sa lutte contre la tyrannie. Comme le général de Gaulle l'a indiqué à juste titre, d'autres alliés se porteraient à notre secours, et avant même de se joindre à la bataille, placeraient leurs immenses ressources à disposition. Mais, en juin 1940, la Grande-Bretagne était seule à se dresser. Et l'alliance franco-britannique demeure toujours un composant essentiel du paysage européen. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et la chute du rideau de fer, les défis et les besoins ont évolué et la menace a diminué dans son ensemble. Toutefois, la construction d'une défense européenne autonome, en proche coopération avec nos alliés de l'OTAN, reste un objectif historique. Des événements récents, comme le sommet de Saint-Malo, ont montré que l'essentiel de cet effort reposait sur la Grande-Bretagne et sur la France.

La troisième leçon est que vision et réalisme nous sont tous deux nécessaires. Tout comme Winston Churchill, avec qui il entretint une amitié tumultueuse et à qui il vouait une admiration quelquefois exacerbée, Charles de Gaulle avait l'habitude de regarder loin devant lui sans jamais négliger de s'acquitter des difficultés de la vie courante. C'est exactement l'attitude que nous devons adopter en ce qui concerne l'Europe. Nous devons ouvrir la voie à une Europe élargie avec des institutions plus fortes et plus efficaces, tout en traitant les nombreux problèmes et les différends qui ne manqueront pas de surgir au cours de la vie quotidienne de l'Union. Nous savons que ce chemin est quelquefois cahoteux, mais nous savons aussi que nous avançons dans la bonne direction.

Il est important que nos jeunes se souviennent des événements clés qui ont conduit à la création de l'entreprise européenne. L'appel du 18 juin n'est pas seulement un épisode prestigieux de notre histoire commune. Il constitue toujours un sujet d'inspiration pour nos nations alors qu'elles se dirigent, ensemble, vers l'avenir.

Introduction

Anne Corbett et Douglas Johnson

Toutes les nations ont une mémoire. Tout comme des personnes âgées, les nations cultivent les émotions liées à leur passé. Mais comme elle le ferait avec de vieux disques sur un phonographe, l'aiguille accroche toujours aux mêmes moments. Pour la Grande-Bretagne comme pour la France, l'année 1940 constitue l'un de ces moments. Il s'agit d'une année cruciale pour les deux pays. En France, 1940 marque le début des « années noires » alors qu'elle vient de subir la pire défaite de son histoire. En Grande-Bretagne, elle est « notre plus belle heure ».

Comme toujours dans la mémoire nationale, certains épisodes sont laissés de côté. Les Britanniques ont oublié le pessimisme qui avait cours au début de l'été 1940 et qui conduisit quelques grandes figures bien connues à se prononcer en faveur d'un accord de paix avec Hitler. Les Français ont trop facilement oublié que quelque 100 000 de leurs soldats sont morts en combattant pendant la campagne de 1940.

Les mémoires nationales britannique et française se rejoignent toutefois à l'évocation du 18 juin 1940. L'entente Churchill et de Gaulle symbolise l'union de ceux qui étaient déterminés à poursuivre la guerre contre l'Allemagne. Elle constitue l'apogée de la coopération entre Churchill et de Gaulle, qui s'était accrue au fur et à mesure que le rythme des événements s'accélérait.

C'est pour commémorer cette coopération que le Conseil franco-britannique publie cet opuscule portant sur le 60^{ème} anniversaire du 18 juin 1940. Trop souvent les historiens français et britanniques ont concentré leur attention sur les épisodes de désaccord et d'affrontement qui sont indubitablement survenus entre Churchill et de Gaulle au cours de leur alliance pendant la guerre. Ils n'ont pas suffisamment pris en compte les liens affectifs que les deux hommes ont contribué à établir entre Britanniques et Français.

Il ne faut pas oublier qu'en juin 1940, Churchill intervenait dans la vie publique depuis environ 40 ans, qu'il s'était vu confier un cabinet pour la première fois en 1910, et que pendant la Première guerre mondiale, il avait servi comme Premier lord de l'Amirauté, comme ministre des Munitions et qu'il avait commandé un Bataillon en France. Pour sa part, de Gaulle avait servi avec beaucoup de bravoure pendant la Première guerre mondiale et il avait dirigé en 1940 la 4^{ème} division cuirassée dans le Nord de la France où il s'était illustré. Mais sa promotion au rang de général de brigade à titre temporaire n'était effective que depuis le 1^{er} juin et il n'avait été appelé par le président du Conseil, Paul Reynaud, comme sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale et à la Guerre que le 5 juin (le jour même où les Allemands franchissaient la Somme). Il existait donc une différence considérable entre les deux hommes en terme de position.

Mais ils étaient unis dans leur détermination à sauver ce qu'ils pouvaient de la catastrophe que représentaient les victoires allemandes en France. De Gaulle savait que le Commandant en chef, Weygand, ainsi que le maréchal Pétain étaient favorables à un armistice avec les Allemands. Il savait que les autres membres du gouvernement Reynaud partageaient cette opinion, bien qu'il conservât encore quelque espoir que Reynaud fasse preuve de fermeté. Il savait également que bien que le gouvernement

britannique puisse libérer la France de son engagement, accepté dans l'accord franco-britannique du 28 mars 1940, de ne pas faire de paix séparée avec l'ennemi, il demanderait à ce que les 400 pilotes de l'air allemands qui étaient maintenus prisonniers par les Français soient transférés au Royaume-Uni et il insisterait pour obtenir des garanties sur le fait que la flotte française ne passerait pas sous contrôle allemand. Pour de Gaulle cela signifiait que le Royaume-Uni poursuivrait la lutte et que, même en supposant que les forces militaires françaises puissent être transférées en Afrique du Nord (avec l'aide britannique), il s'érigerait en centre de la résistance à Hitler.

Il était donc normal quand il revint en Angleterre, dans la matinée du 16 juin (avec pour mission de convaincre le gouvernement britannique d'aider les Français à transporter leurs troupes en Afrique du Nord), que l'un de ses premiers gestes soit d'ordonner au paquebot Pasteur qui transportait du matériel militaire depuis les Etats-Unis vers la France, de se diriger vers un port britannique.

L'autre développement de ce dimanche matin fut plus inattendu. Alors qu'il se rasait à l'Hôtel Hyde Park, il reçut la visite de l'ambassadeur de France à Londres, Corbin, et du président du Comité franco-britannique, Jean Monnet. Ils amenaient avec eux un projet d'Union franco-britannique, élaboré par Jean Monnet avec l'aide de quelques conseillers britanniques dont Arthur Salter et John Maynard Keynes. Ils demandèrent à de Gaulle d'accepter de le soutenir et de persuader Churchill d'en faire autant.

De Gaulle comprit qu'un tel projet prendrait des années à aboutir mais il espérait que le choc de cette proposition conduirait le gouvernement français à croire que la guerre pouvait encore être poursuivie en collaboration étroite avec le Royaume-Uni. Il ne fait aucun doute que Churchill partageait cet espoir. Ils convinrent donc que le projet d'Union franco-britannique était le meilleur expédient. Le projet fut approuvé par le Cabinet au cours de l'après-midi. De Gaulle et Churchill téléphonèrent ensemble à Reynaud pour l'informer de ce qui venait de se passer. Il parut satisfait et répondit qu'il en ferait part à son Cabinet lorsqu'il se réunirait un peu plus tard. Churchill mit un avion à la disposition de De Gaulle qui retourna à Bordeaux où s'était installé le gouvernement français depuis l'occupation de Paris par les Allemands le 14 juin.

Après la guerre, tint des propos blessants pour Jean Monnet quand il se moqua de ce plan d'Union franco-britannique en évoquant l'image d'une cohabitation de George VI avec Lebrun, de la Chambre des Lords avec le Sénat et du *Home Guard* avec la Garde Républicaine. A l'époque certains officiels britanniques avaient fait part de leur inquiétude face à cette proposition. Ainsi, Lord Hankey tenait les Français pour « plus responsables que personne d'autre de nos problèmes actuels » tandis que le Secrétaire aux Affaires étrangères, Lord Halifax, l'assurait que l'Union était seulement destinée à durer le temps de la guerre. Quoi qu'il en soit, concluait-il, le projet est maintenant complètement mort « et je m'attends à ce que de nombreuses personnes en éprouvent le même soulagement que le vôtre ».

C'est à son arrivée à Bordeaux, dans la soirée du 16 juin, que le général de Gaulle prit connaissance de la démission de Reynaud. Il n'était donc plus sous-secrétaire d'Etat. Plus tard, il apprit qu'il avait été demandé au maréchal Pétain de former un nouveau gouvernement. Cela signifiait que la demande pour un armistice suivrait rapidement. Il décida d'utiliser l'avion que lui avait proposé Churchill et retourna à Londres dès le lendemain.

Le 19 juin, après son appel radiophonique, le *Times* publia son discours en page 6, sous le titre « La France n'est pas morte » tandis que le *Daily Telegraph* reprenait « L'appel d'un général français ». Dans les jours qui suivirent, on assista en Grande-

Bretagne à une condamnation générale de Pétain, de l'armistice signé avec les Allemands et au développement d'un sentiment de reconnaissance envers l'allié qui était resté loyal à la Grande-Bretagne alors que cette dernière était isolée. Le général de Gaulle fut alors décrit comme faisant preuve « d'une grande énergie et d'un courage infini » (le *Times* du 24 juin). Le même jour, le *Daily Sketch* affirmait en lettres capitales que la France n'était pas perdue : "Elle vit et continuera de vivre" tandis que la plupart des journaux exprimaient leur admiration et leur soutien au général de Gaulle dont l'attitude tranchait avec la faiblesse du gouvernement de Pétain.

Chacun sait que, lorsque de Gaulle passa en revue les soldats des Forces françaises libres, le 14 juillet 1940, ils ne formaient qu'un maigre contingent et personne ne devrait oublier que lorsque ces images furent projetées au moment des actualités dans les salles de cinéma britanniques, ces Français libres furent applaudis avec enthousiasme par le public. Le *Daily Mirror* titra à la une : « La France célèbre la « Liberté » (à Londres seulement) ».

L'objectif des pages qui suivent est de recréer, pour le lecteur britannique, un peu de l'atmosphère qui régnait au moment de l'appel du 18 juin, mais aussi de montrer pourquoi les « compagnons » du général de Gaulle ainsi que les historiens modernes estiment que ce discours constitue un événement significatif de l'histoire du XXe siècle. C'est également une façon de se réapproprier un peu de l'histoire britannique.

Au cours des pages suivantes, après l'appel lui-même, figurent plusieurs textes rédigés par des contemporains et des historiens qui étudient les différents aspects du 18 juin 1940 et comment les pensées et actions du général de Gaulle lui sont liées. Pierre Lefranc, un membre de la France libre qui est devenu plus tard l'un des plus proches conseillers du général de Gaulle, nous fait part de quelques-uns de ses souvenirs ; François Bédarida explique comment l'alliance Churchill - de Gaulle a été rendue possible ; Philip Bell décrit la journée du 18 juin ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac (un ancien membre de la France libre à Londres) et Maurice Vaïsse reviennent sur un certain nombre de 18 juin, aussi bien mystiques que politiques ; Martyn Cornick examine le rôle joué par la BBC. Helen Drake nous explique ce que de Gaulle a légué aux gouvernements français modernes, par le biais de la stratégie française dans l'Union européenne ; Jane Marshall évoque la place du général de Gaulle dans les programmes scolaires français tandis qu'Anne Corbett s'interroge sur son absence dans ces mêmes programmes en Angleterre et au Pays de Galles. Nous gardons pour la fin le discours prononcé par Maurice Druon lorsqu'il fut nommé Chevalier commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique. Maurice Druon, qui fut Secrétaire Général de l'Académie française pendant de longues années, fut aussi l'un de ces soldats français qui répondirent à l'Appel. Il exprime ici ses remerciements au Royaume-Uni et aux Britanniques.

L'Appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des Etats-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres. »

Témoignage d'un Français libre

Pierre Lefranc

En vérité peu de Français ont entendu l'appel du général de Gaulle le 18 juin 1940 en raison du déplacement de la population et des conditions matérielles de la réception des émissions de radiodiffusion. Mais l'essentiel du message avait été repris dans les rares journaux en mesure d'être diffusés. Toutefois si la nouvelle de l'initiative de ce membre du dernier gouvernement légitime de la III^e République se répandit rapidement, elle ne motiva que peu d'énergies tant était profond le désarroi et grand le prestige du maréchal Pétain.

C'est l'omniprésence de l'occupant dans les rues et de son drapeau sur les monuments publics qui provoquera la réaction des étudiants parisiens venus le 11 novembre sur les Champs Elysées pour manifester leur refus à toute collaboration et acclamer le nom de De Gaulle. Ils se heurteront à une rude répression allemande mais telle fut pour l'exilé de Londres la première réponse publique à son appel. Dans le froid glacial de leurs cellules de prison, ces jeunes patriotes dont certains avaient été blessés, confortèrent leur résolution. Ceux-là, dès qu'ils en eurent la possibilité rejoignirent la résistance naissante et ses maigres rangs par leurs actions de toutes formes : inscriptions, tracts, journaux clandestins, apportèrent la preuve que l'âme de la France terrassée n'était pas morte.

Nous éprouvions alors le sentiment de lutter contre un colosse que nos dérisoires efforts ne parviendraient jamais à ébranler, et de surcroît cette action dans la nuit ne satisfaisait pas notre ardeur de jeunes. Nous aspirions à un combat au grand jour et, ainsi, nous souhaitions rejoindre de Gaulle. Le voyage par l'Espagne pour rallier la France libre présentait des inconvénients dont le principal, au-delà des cachots et des camps, s'est révélé être sa durée.

La scène de notre arrivée au seuil de la Grande-Bretagne en guerre est restée bien vivante dans notre mémoire. Notre navire pénètre dans la Clyde, cadre d'une intense activité, et se faufile entre des croiseurs, corvettes, remorqueurs, transports, etc. Quelques réservistes nous présentent les armes, des dames des services auxiliaires nous sourient, distribuent des gâteaux, du chocolat et ... des tasses de thé. Le train, puis c'est la découverte de Londres fourmillant de militaires dont de nombreuses femmes en uniforme ce qui nous étonne. Emus, nous saluons la capitale blessée de la liberté puis... on nous enferme. Nous avons été prévenus, il s'agit d'une mesure de précaution bien naturelle pour démasquer les agents de l'ennemi. Après ce purgatoire, c'est le premier contact avec l'état-major de De Gaulle au 4, Carlton's Gardens. Là, on s'intéresse aux titres de résistance des arrivants et à l'état de l'opinion en France, mais nous sommes partis depuis six mois !

Je suis affecté au Saint-Cyr de la France libre et commence aussitôt mon instruction. Nombre de nos exercices se déroulent face aux vétérans de la « *Home Guard* » qui sont supposés défendre leur patrie contre les envahisseurs que nous jouons. Notre ardeur juvénile a souvent raison de leurs rhumatismes mais l'engagement se termine sur un talus par le partage de nos provisions. Jeune officier, je serai envoyé en France occupée pour encadrer des maquis qui s'efforcent de ralentir les colonnes allemandes remontant du sud vers les zones de combat des forces alliées débarquées. Je finirai la

guerre à l'état-major de la 1^{ère} Armée française et pénétrerai ainsi en Allemagne, récompense d'un parcours mouvementé.

La cohésion nationale de l'Angleterre aux prises avec les malheurs de la guerre, les bombardements, les restrictions, les angoisses et le courage tranquille de son peuple si peu démonstratif, nous ont profondément impressionnés. L'esprit civique manifesté en toutes occasions a provoqué chez nous un sentiment d'envie et de jalousie. Pas de marché de noir, pas de passe-droit et, détails modestes mais significatifs, une ligne peinte dans les baignoires enjoint de ne pas dépasser une certaine quantité d'eau chaude et des consignes sont données et suivies scrupuleusement pour utiliser jusqu'à leur limite les lames de rasoir.

Quant à l'accueil que la population britannique a bien voulu réserver aux exilés, orphelins de leur patrie que nous étions, il nous laisse un souvenir attendri et plein de gratitude. Nous passons nos permissions aux foyers de familles dont les hommes servaient au loin et étions reçus comme des fils. Entourés d'affectueuses attentions, nous goûtions avec joie, pour quelques jours, la douceur d'un foyer. Comme durant notre instruction nous ne touchions qu'une solde symbolique, c'est-à-dire dérisoire, nous ne pouvions nous offrir aucune distraction : même les plus modestes dépassaient nos moyens. Fiers clochards, nous commandions une bière pour deux ou pour trois quand, c'est arrivé souvent, un consommateur attendri ne nous offrait pas une tournée. Il s'est même produit que l'on nous gratifie de places de cinéma. L'insigne France sur nos « *battle-dress* » constituait, de plus, une clef pour nous ouvrir le cœur de bien des jeunes filles rêvant de d'Artagnan et de Verlaine.

Le 14 juillet 1943, nous défilons dans Londres. Pour les Londoniens c'est un jour comme les autres, lorsque soudain leurs avenues résonnent des marches militaires françaises. Les passants s'arrêtent, les fenêtres s'ouvrent, les commerçants sortent sur le trottoir. Nous encadrons notre drapeau qui ne nous a jamais paru aussi porteur de symboles, de devoir et d'espérance : la France passe et si la foule si réservée de la capitale s'enflamme. Ce sont des cris de « Vive la France », les hommes saluent, les ménagères agitent leurs paniers et leur balai à poussière, un vieil homme s'abandonne jusqu'à nous honorer d'un : « Liberté, Egalité, Fraternité », et nous marchons, aux sons de la Marche lorraine, vers la statue du maréchal Foch, les larmes aux yeux.

Pour nous de Gaulle, au-delà de son rôle de chef, personnifie l'exemple. Il a choisi la bonne voie et n'accepte aucune compromission, nous voulons demeurer à cette hauteur-là. Nous ignorons ses difficultés avec les alliés et c'est mieux ainsi. Nous ne le verrons pas souvent mais il nous a rendu visite à plusieurs reprises pour se replonger dans l'atmosphère de sa jeunesse. Il est venu enfin nous voir avant de partir vers la pétaudière d'Alger et pour nous dire : « N'ayez crainte, je ne ferai l'union que par le haut. » Nous savions que nous pouvions compter sur lui pour ne pas abaisser ce qu'il représentait et ce que nous représentions pour le pays toujours humilié. Des jeunes volontaires que nous étions, il écrira plus tard : « Dans son chagrin, ils ont consolé la France. »

Tout cela est loin et les intérêts de la France et de la Grande-Bretagne sont parfois divergents mais aucun Français ne peut oublier que le sort de la liberté a été entre les mains de la nation britannique et qu'elle a su faire la triompher, et nous, les anciens Français Libres, recueillis à bout d'épreuve par notre vieil allié l'Angleterre, nous lui demeurerons, quoiqu'il arrive, admiratifs et reconnaissants.

Les marins des Forces Navales Françaises Libres s'étaient organisé une maison de repos à Petersfield. Ayant laissé son immense château à la disposition du gouvernement, Lord Ivor Churchill, cousin du Premier ministre, résidait à proximité dans un modeste cottage. Il avait l'amicale habitude d'inviter quelques permissionnaires français en séjour dans la maison de repos à boire le verre de l'entente cordiale.

Un dimanche après-midi, alors que plusieurs élèves officiers avaient été ainsi conviés, ils eurent l'extrême surprise de voir débarquer d'une longue limousine noire, Winston Churchill venu prendre l'air chez son parent. Les jeunes Français furent immédiatement paralysés de timidité et ne trouvèrent rien à dire alors que le jovial Churchill, très en verve, en prenait un par le bras pour lui confier avec son inimitable accent britannique : « Vous les Français, vous êtes trop intelligents, en 1940 vous avez tout de suite réalisé que vous étiez battus mais nous les Anglais, toujours lents, nous ne nous en sommes pas aperçus et nous avons continué la guerre. »

Sur la préhistoire du 18 juin

François Bédarida

Le «miracle» du 18 juin procède de la conjonction de deux facteurs. D'une part, la volonté implacable d'un patriote visionnaire de poursuivre la guerre : un patriote persuadé que sa mission était, en même temps que la nation, l'âme de la France. D'autre part - et sans ce facteur rien n'eût été possible -, la rencontre de deux hommes à la personnalité exceptionnelle - deux géants de l'histoire - et de deux visions géopolitiques convergentes ¹.

En effet, du côté de Churchill, depuis le 28 mai les choses sont claires, même si on a beaucoup épilogué sur ses hésitations à ce moment-là. Le sort en est jeté : pour la Grande-Bretagne, il n'y a plus qu'une ligne, la résistance à outrance malgré la défection prévisible de l'allié français. Quant au général de Gaulle, dès le 6 juin, alors qu'il venait d'entrer au gouvernement, il a expliqué à Paul Reynaud qu'il fallait admettre que la bataille était perdue sur le sol français, mais que l'on devait continuer la guerre dans l'Empire². En ce sens, selon le mot de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, l'appel du 18 juin est « un acte de raison en même temps qu'un acte de foi »³.

Cependant, rien n'eût été possible, si dans la semaine du 10 au 17 juin précédant l'appel, un nouvel axe franco-britannique ne s'était substitué à l'axe Churchill-Reynaud. Ce nouvel axe, qui allait durer, avec bien des vicissitudes et bien des tempêtes, pendant cinq années, c'était l'axe Churchill - de Gaulle, alors en train d'émerger au milieu de la débâcle et du désarroi. Or, si on a beaucoup étudié le déroulement des événements conduisant à l'armistice et les vains efforts du nouveau sous-secrétaire d'État à la Guerre pour s'opposer à celui-ci, on n'a pas mis en lumière à sa juste mesure le rôle clef joué par la visite à Londres du général de Gaulle le dimanche 9 juin.

Lorsque ce jour-là, le général de Gaulle atterrit dans la capitale britannique, c'est la première fois qu'il met le pied sur le sol de l'Angleterre et la première fois qu'il rencontre Winston Churchill. Chargé par le président du Conseil français de demander au gouvernement anglais un envoi massif en France de nouveaux moyens aériens et terrestres, il est accompagné de Roland de Margerie, chef du cabinet diplomatique de Reynaud, qui appartient comme lui au camp des « jusqu'aboutistes », et de son aide-de-camp, le lieutenant Geoffroy de Courcel, un diplomate qu'il avait recruté afin de disposer d'un collaborateur de confiance « parlant l'anglais ». Sur place, la première impression est celle du contraste entre un pays en déroute et le calme olympien de Londres. « C'était dimanche, écrit-il dans ses Mémoires, la capitale anglaise offrait l'aspect de la tranquillité, presque de l'indifférence. Les rues et les parcs remplis de promeneurs paisibles, les longues files

¹ Une première version anglaise de ce texte est parue dans le recueil *A week in June Franco-British Council*, publié en juin 2000.

² Sur les journées cruciales des 26-28 mai à Londres, cf. F. Bédarida, *Churchill, Fayard, 1999*, pp. 295-196 ; sur l'entretien de Gaulle-Reynaud du 6 juin,) cf. C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, t. 1, *L'appel*, pp. 43-44

³ J.-L. Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Gallimard, 1996, p. 48.

à l'entrée des cinémas, les autos nombreuses, les dignes portiers au seuil des clubs et des hôtels, appartenaient à un autre monde que celui qui était en guerre »⁴.

Mais tout de suite, le contact s'établit entre le général français et le Premier britannique. Pourtant, jusque-là en Angleterre, de Gaulle était un inconnu. La première mention officielle que l'on relève à son sujet dans les archives britanniques date du 5 avril dans une note adressée par le capitaine de corvette Coleridge, de la mission militaire britannique en France, au secrétariat du Cabinet de guerre à Londres. Il y était expliqué que c'était sur le colonel de Gaulle, « avocat déterminé de l'attaque » que Paul Reynaud s'appuyait « pour les questions militaires » (de fait le président du Conseil avait voulu le nommer secrétaire du Comité de guerre, mais il s'était heurté à l'opposition catégorique du ministre de la Guerre, Daladier)⁵.

A Downing Street, le général trouve un Churchill bouillonnant, s'exprimant à moitié en anglais, mais lui-même a beau plaider avec éloquence en faveur de renforts de la RAF et de troupes au sol, il se heurte à un refus sans appel de son interlocuteur. Partage-t-il le point de vue selon lequel ce serait suicidaire de la part du Royaume-Uni de sacrifier ses forces dans une bataille perdue d'avance ? Le général Spears dans ses Souvenirs, prétend que de Gaulle aurait dit à Churchill : « C'est vous qui avez raison ». C'est aussi ce que suggère un procès-verbal du Cabinet de guerre britannique selon lequel de Gaulle, « parlant pour lui-même », aurait dit son accord avec la position britannique⁶. En revanche, Margerie, présent à tous les entretiens du général à Londres, a soutenu que celui-ci s'en est constamment et intégralement tenu à la position officielle de son gouvernement. Il est vraisemblable, en effet, que si l'envoyé de Reynaud - au demeurant frappé par l'égoïsme sacré des insulaires, dont il saura tirer les leçons - n'en pensait pas moins, il a exécuté avec discipline les instructions reçues⁷.

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que chacun des partenaires a fait une très forte impression sur l'autre. D'après Jean Monnet (mais faut-il le croire ?), de Gaulle aurait dit de Churchill : « Il est fait pour les tâches grandioses », tandis que Churchill aurait déclaré : « C'est un homme à ma mesure »⁸. Nous disposons cependant de documents tout à fait sûrs. A commencer par le compte rendu de l'entrevue qu'a donné aussitôt Churchill devant le Cabinet de guerre, où il dresse du général de Gaulle un portrait très favorable (un général « jeune et énergique ») et lui rend un hommage appuyé. Il va jusqu'à envisager la possibilité qu'il soit placé à la tête des armées françaises. Plus curieusement, il évoque l'hypothèse pour l'avenir, de deux gouvernements français, l'un en France signant la paix avec l'Allemagne, l'autre outre-mer qui continuerait la lutte. Peu après, dans un télégramme à Roosevelt mettant en garde le président américain contre le maréchal Pétain, déjà « défaitiste » en 1918, il explique qu'il faut soutenir Reynaud, qui heureusement a à ses côtés « un jeune général de Gaulle plein d'allant et qui en veut »⁹.

⁴ C. de Gaulle, *op. cit.*, p. 46.

⁵ PRO/CAB 21 / 1323

⁶ Cf. Martin Gilbert, *Finest Hour*, Londres, Heinemann, 1983, p. 487.

⁷ *Entretien avec l'auteur*, 12 décembre 1983.

⁸ J. Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976, pp. 23-24.

⁹ M. Gilbert, *op. cit.*, pp. 522-523.

Même son de cloche dans l'ensemble des milieux officiels. L'ambassadeur de France à Londres, Corbin, dans une dépêche au Quai d'Orsay souligne l'excellente impression faite par le nouveau sous-secrétaire d'État à la Guerre¹⁰. Selon Oliver Harvey, personnalité majeure du Foreign Office, c'est « le seul militaire calme et intelligent qui reste ». Spears confirme de son côté que le Général a été bien jugé à Londres : « de sang-froid, concentré, ni tapageur, ni démonté ». Quant à John Colville, le secrétaire de Churchill, il note dans son journal : il y a par chance, de l'autre côté de la Manche, « un jeune général français nommé de Gaulle dont Winston pense le plus grand bien et qui pourrait organiser le combat en Bretagne ou sur la côte atlantique »¹¹.

Dans la préhistoire du 18 juin, la journée du 5 juin s'est donc avérée décisive. Pour Charles de Gaulle, désespérément en quête d'un Schwerpunkt capable d'arrêter l'avance inexorable de l'ennemi, puisque tout s'écroule autour de lui, ce voyage à Londres non seulement lui a fait faire la découverte de Winston Churchill, mais il lui a fait comprendre que c'était désormais la capitale britannique qui constituerait l'épicentre de la résistance à Hitler : grâce à un chef à la volonté de fer, bien décidé à se battre coûte que coûte (au Conseil Suprême de Briare deux jours plus tard, les deux hommes se trouveront renforcés dans leur conviction réciproque), grâce à la présence à Londres d'alliés sûrs et francophiles tels Anthony Eden, Duff Cooper, Lord Lloyd, le général Spears, grâce à la résolution de tout un peuple face à l'adversaire.

Mais si Londres constituerait sans doute la meilleure plate-forme pour organiser une phalange de volontaires français décidés à poursuivre le combat sous leur propre drapeau, l'analyse stratégique du Général, telle qu'elle sera exposée dans l'appel, rejoint celle de Churchill dans son discours du même jour aux Communes sur « la plus belle heure » : à savoir la vision d'une guerre planétaire et non d'une guerre purement européenne. En témoigne le curieux discours découvert et cité par Anne et Pierre Rouanet dans leur livre sur Charles de Gaulle - un discours prononcé le 21 mai à Savigny-sur-Ardres au lendemain de la bataille de Montcornet et radiodiffusé quelques jours plus tard. La parenté de l'inspiration avec le texte du 18 juin est frappante : « Nous avons déjà vaincu sur un point de la ligne [...]. Un jour nous vaincrons sur toute la ligne ». Certes, « l'ennemi a remporté sur nous un avantage initial », mais avec de meilleurs outils, on peut prophétiser « nos succès de demain et notre victoire » (l'appel du 18 juin dit : « les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire »)¹².

Car aux yeux de de Gaulle comme à ceux de Churchill, la guerre en cours est une guerre mondiale. Si la première bataille a été perdue, d'autres peuvent être gagnées, et à l'horizon luira le soleil de la victoire. Le 13 juin, à Tours, Churchill avait offert à Mandel, sans le persuader, de partir pour Londres pour y former un gouvernement français en exil qui poursuivrait avec l'appui total des Anglais, la lutte contre l'Allemagne hitlérienne. Le soir même, selon le Journal de Pierre Lafue, de Gaulle

¹⁰ Archives du Ministère des Affaires étrangères, télégramme Corbin n° 2469 ; *Papiers Dejean, notes sur la visite du général de Gaulle*.

¹¹ Général E.L. Spears, *Assignment to catastrophe*, t. II, Londres, Heinemann, 1954, p. 120 ; O. Harvey, *Diplomatie Diaries*, ed. J. Harvey, Londres, Collins, 1970, p. 387 ; J. Colville, *The Fringes of Power*, t.I, Londres, Hodder and Stoughton, 1985, p. 179.

¹² Anne et Pierre Rouanet, *L'inquiétude outre-mort du général de Gaulle*, Grasset, 1985, pp. 101-102 et 355. (13) P Lafue, *Pris sur le vif*, Del Duca, 1978, p. 193.

avait fait dire à Mandel qu'il considérait comme une fausse solution de se replier à Alger ou à Rabat (13). Ainsi le destin se dessinait. Pour le Général, le choix de Londres s'est peu à peu imposé - même si Churchill pouvait considérer comme un maigre gibier le recrutement de ce général à titre temporaire que personne ne connaissait, alors qu'il comptait sur des figures de premier plan comme Reynaud ou Mandel. Mais chez un chef comme Charles de Gaulle, la voix de la raison patriotique primait tout. Comme il l'a écrit dans ses Mémoires de guerre, « naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre, qu'aurais-je pu faire sans son concours ? ». Ce qui ne l'a pas empêché de confier plus tard à un de ses proches : « Ce fut épouvantable ! ».

L'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle dans une perspective britannique

Philip Bell

Rétrospectivement, la progression du général de Gaulle pendant la guerre semble avoir été inexorable. De Gaulle est devenu l'homme du 18 juin 1940, puis l'homme du 18 est devenu à son tour, comme mué par une force irrésistible, le leader de la France libre, le président du Comité français de Libération nationale, et enfin le président du Gouvernement provisoire de la République française.

La façon dont Churchill relate ces événements dans ses mémoires de guerre est encore venue renforcer ce sentiment. Ainsi, Churchill raconte comment, alors qu'il croisait de Gaulle dans un couloir de la préfecture de Tours le 13 juin 1940, après une réunion du Conseil de guerre suprême franco-britannique, il lui avait glissé à voix basse : « L'homme du destin » (vingt-cinq années plus tard, de Gaulle affirmerait n'avoir pas entendu cette phrase prophétique ce qui n'a en rien altéré l'anecdote). Plus tard, alors qu'il évoque le vol conduisant de Gaulle de Bordeaux à Londres le 17 juin, il écrit « de Gaulle transportait avec lui, dans ce petit avion, l'honneur de la France ». Honneur et destinée avançaient donc main dans la main.

A l'époque, les événements avaient pourtant une allure bien différente. Le parcours du général de Gaulle a été déterminé par une fine chaîne de circonstances et d'accidents qui aurait pu se briser à n'importe quel moment. Nous pouvons maintenant y voir l'œuvre du destin, mais en 1940, il semble que la chance en ait été plutôt l'arbitre, et que cette chance ait souvent été provoquée par les interventions et les réactions des Britanniques. Quand nous replaçons l'Appel du 18 juin de Gaulle dans la perspective britannique de l'époque, nous n'y voyons aucun signe d'inexorabilité.

Avant l'appel : comment de Gaulle est-il devenu « l'homme du 18 juin » ?

Comment se fait-il que de Gaulle se soit trouvé à Londres le 18 juin, et pourquoi le gouvernement britannique l'a-t-il autorisé à se servir de la BBC pour proclamer que la flamme de la résistance (ce mot illustre et fatidique) française ne devait pas s'éteindre et ne s'éteindrait pas ? De Gaulle, après tout, n'était rien de plus qu'un des plus jeunes généraux de brigade de l'armée française. Il n'avait été sous-secrétaire d'Etat au ministère de la Défense nationale et de la Guerre que pendant dix jours à peine dans un gouvernement qui, à la date du 18 juin, avait démissionné. Pourquoi le gouvernement britannique l'avait-il mis en avant pour invoquer l'esprit de la résistance française ?

La réponse réside dans une succession d'événements relevant presque du hasard. Le 5 juin, Paul Reynaud, Président du Conseil nomme de Gaulle sous-Secrétaire d'Etat au ministère de la Défense nationale et de la Guerre, et l'envoie dès le 9 juin pour accélérer le déploiement de renforts britanniques en France. Cette mission conduit de Gaulle à lier ses premiers contacts avec les leaders britanniques – Anthony Eden (le ministre de la Guerre), le Général Dill (chef d'état major général de l'Empire Britannique, et surtout Winston Churchill, sur qui son énergie et sa détermination firent une grande impression. Churchill rencontra à nouveau de Gaulle au cours des réunions du Conseil suprême franco-britannique à Briare (les 11 et 12 juin) et à Tours (le 13 juin), et fut encore davantage frappé par son ardeur et son esprit combatif.

Alors que la bataille de France était sur le point de se terminer, Reynaud envoya à nouveau de Gaulle à Londres le 15 juin, pour veiller à ce que le matériel militaire commandé par la France aux Etats-Unis soit détourné vers la Grande-Bretagne et l'empêcher ainsi de tomber aux mains des Allemands. A son arrivée le 16 juin, de Gaulle fut appelé par un groupe d'officiers français et britanniques qui travaillaient sur l'idée d'une déclaration d'« union indissoluble » entre la Grande-Bretagne et la France afin de poursuivre la guerre contre l'Allemagne. Les discussions portant sur ce remarquable concept débouchèrent sur un projet d'union entre les deux pays, approuvé par le Cabinet de guerre britannique le 16 juin, et amenèrent de Gaulle au centre des affaires politiques à Londres. Il assista même en partie à une session quelque peu désorganisée du Cabinet de guerre. John Colville, membre du Secrétariat du Cabinet, a noté dans son journal que « tout le monde saluait de Gaulle d'une tape dans le dos en lui disant qu'il serait le Commandant en chef (Winston grommelant « J'arrangerai cela »). Etait-il appelé à devenir un nouveau Napoléon ?

Ainsi, de Gaulle fut subitement connu des cercles les plus fermés du gouvernement britannique, où son uniforme, sa haute stature et sa silhouette anguleuse permirent rapidement de l'identifier.

Mais rien de tout cela ne devait nécessairement conduire de Gaulle à Londres le 18 juin. Il quitta Londres pour Bordeaux par avion le 17 juin pour découvrir à son arrivée que Reynaud avait démissionné. Pétain était devenu président du Conseil et avait demandé un armistice à l'Allemagne. De Gaulle refusait cette défaite et décida de revenir à Londres sans attendre l'accord du nouveau gouvernement. La possibilité de prendre l'avion britannique venu chercher le général Spears (l'officier assurant jusque-là la liaison entre Churchill et Reynaud) pour le ramener à Londres lui fut offerte. Plus tard, Spears et de Gaulle rapportèrent de manière radicalement différente les circonstances de leur départ (dramatique selon Spears, sans histoire, selon de Gaulle). Quoi qu'il en soit, sans Spears et l'avion Flamingo de la Royal Air Force, de Gaulle ne serait jamais revenu à Londres le 17 juin, pour rencontrer de nouveau Churchill, dans le jardin du 10 Downing Street.

De Gaulle se trouvait donc à Londres le 18 juin lorsqu'il demanda au gouvernement britannique de lui permettre de s'adresser à ses compatriotes sur les ondes de la BBC. La réalisation de cette demande ne tint qu'à un fil. Le Cabinet de guerre, présidé par Neville Chamberlain en l'absence momentanée de Churchill, décida de repousser cette demande sous prétexte qu'il était préférable que de Gaulle qui était « *persona non grata* auprès de l'actuel gouvernement français » ne s'exprime pas sur les ondes à un moment où il était encore possible que le gouvernement de Pétain à Bordeaux reprenne la lutte. Spears apprit cette décision et réagit immédiatement pour la contrer. Fort de sa longue amitié avec Churchill, il le tira de sa sieste. Soutenant que l'appel de De Gaulle pouvait encourager l'aviation française à venir en Angleterre, Spears persuada Churchill de le laisser s'exprimer à la BBC bien que le Premier ministre insistât pour que tous les membres du Cabinet de guerre soient d'accord pour revenir sur leur décision antérieure. Spears se précipita donc à Whitehall, pour obtenir l'accord des autres ministres. Il réussit et de Gaulle put lancer son appel (et on n'entendit plus parler de l'aviation française).

Rien de tout cela n'était inéluctable. Tout fut affaire de chances et de coïncidences. Il est finalement apparu que de Gaulle était effectivement l'homme du destin, mais ce destin avait souvent été capricieux. Comme cela est sagement répété aux historiens qui écrivent sur ce sujet, les événements auraient pu prendre une toute autre tournure.

Il n'est en tout cas pas difficile de comprendre que l'appel du 18 juin du général de Gaulle aurait pu ne jamais être lancé.

Après l'appel : les doutes et les hésitations britanniques

Le Cabinet de guerre permit donc à de Gaulle de lancer son appel le 18 juin, et nous savons ce qui en a résulté dans les années qui ont suivi, cela ne signifia pas que les Britanniques étaient prêts à soutenir de Gaulle, loin de là. Le 18 juin, après qu'il eût accepté de laisser faire de Gaulle, Lord Halifax, secrétaire aux Affaires étrangères, inspiré par sa longue expérience de chasseur déclara : « L'affaire est si confuse qu'il ne me semble pas qu'il y ait de problème à suivre plusieurs lièvres à la fois ».

De fait, dans les jours qui suivirent le 18 juin, les Britanniques suivirent au moins trois lièvres à la fois, et de Gaulle n'était pas le premier d'entre eux. Leur principal espoir reposait sur l'idée que le gouvernement de Pétain à Bordeaux renoncerait à conclure un armistice et reprendrait l'affrontement depuis l'Afrique du Nord française.

De fréquents rapports parvenaient à Londres pour informer que tout ou partie du gouvernement se préparait à embarquer pour Alger. Le 20 juin, il semblait certain que le gouvernement devait, l'après-midi même, prendre la direction de Perpignan afin de regagner l'Afrique du Nord. Les Britanniques espéraient également que les gouverneurs généraux et les hauts commissaires de l'Empire français poursuivraient la lutte, en défiant leur propre gouvernement, si cela s'avérait nécessaire. Le soutien à de Gaulle, érigé en point de ralliement pour les Français déterminés à poursuivre la lutte, ne constituait qu'une troisième option, moins séduisante que les deux premières, qui auraient apporté des alliés d'un poids supérieur et d'une plus grande autorité que le peu connu de Gaulle. Enfin, en arrière-plan, il restait la sinistre possibilité que les Britanniques aient à intervenir non pas *avec* les Français mais *contre* eux, afin de garantir que la flotte française ne tomberait pas aux mains des ennemis – une possibilité qui devint réalité avec Mers el-Kébir et ailleurs, le 3 juillet.

Il s'avéra finalement que les pistes des deux premiers lièvres ne conduisirent nulle part. Le 22 juin, le gouvernement du maréchal Pétain accepta l'armistice dans les termes imposés par les Allemands, ce qui d'un point de vue britannique revenait à une reddition totale qui plaçait la France à la merci de l'Allemagne.

L'armistice (ainsi qu'une convention comparable avec l'Italie) entra en vigueur à 00h35 le 25 juin. Dans l'intervalle, les autorités des colonies françaises se montrèrent tout d'abord désireuses de poursuivre la guerre mais l'appel à la loyauté et l'obéissance envers le gouvernement central (auquel s'ajoutait une grande confiance en Pétain) l'emporta progressivement. L'attitude du général Noguès, Commandant en chef en Afrique du Nord, qui contrôlait l'essentiel des forces françaises hors de l'Hexagone, fut décisive. Lorsque Noguès annonça à la radio, le 24 juin, qu'il acceptait l'armistice, l'affaire était réglée. Les gouverneurs et les hauts commissaires des autres colonies suivirent son exemple. Personne ne se détacha du lot jusqu'à ce que le gouverneur Eboué, au Tchad, une colonie isolée et apparemment insignifiante, change de bord en août 1940.

Faute de mieux, il ne restait que de Gaulle aux Britanniques qui n'étaient pas sûr qu'il se montre à la hauteur de la tâche. Le 23 juin, le Cabinet de guerre accepta la proposition du général de Gaulle de former un Comité national français. Prudemment, il préféra toutefois attendre de savoir qui ferait partie de cette instance avant de la reconnaître officiellement. La presse présenta Reynaud comme candidat probable

mais cela ne fut le cas ni pour lui ni pour aucune autre personnalité française, politique ou militaire. Corbin, l'ambassadeur de France à Londres, déclara à Lord Halifax que si on ne connaissait pas les membres du comité c'est parce qu'ils n'existaient pas et que le comité lui-même n'était « rien d'autre qu'un fruit de l'imagination ». Les ministres britanniques ne purent qu'en convenir. « Les Français n'arrivent toujours pas » écrivait Hugh Dalton, le 25 juin, dans son journal. L'idée du Comité national français allait être abandonnée sans bruit. La presse britannique qui avait favorablement accueilli la proposition commença à évoquer le projet, de moindre ampleur, du général de Gaulle, de créer à sa place, une « Légion française » de volontaires.

En l'absence de comité, le gouvernement britannique en fut réduit à reconnaître de Gaulle lui-même et cela d'une manière prudente et limitée. Le 28 juin, le Cabinet de guerre publia une brève déclaration : « Le gouvernement de Sa Majesté reconnaît le général de Gaulle comme chef de tous les Français libres, où qu'ils soient, qui se rallient à lui dans le soutien de la cause alliée ». A titre d'explication, le correspondant des pages diplomatiques du Times écrivit que le gouvernement avait reconnu de Gaulle comme leader « dans le sens habituel du terme » - ce qui rendait les choses à peine plus claires.

Le gouvernement britannique s'était finalement retrouvé avec de Gaulle, plus qu'il ne l'avait choisi. Après l'appel du 18 juin, il resta ouvert à plusieurs options, espérant que le gouvernement du maréchal Pétain ou qu'une partie de l'Empire français se rallierait à lui et poursuivrait la guerre. Quand ils furent certains qu'il n'en serait rien, les Britanniques espèrent que de Gaulle pourrait former un Comité national. Quand il s'avéra qu'aucune personnalité d'envergure n'y adhérerait, ils se retrouvèrent avec de Gaulle seul. Comme Cadogan, le sous-secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères, l'écrivait dans son journal le 28 juin : « ... de Gaulle est le seul espoir – je n'en vois pas d'autre. »

Quel était cet espoir ? Qu'attendaient les Britanniques du général de Gaulle ? Churchill le fit bien comprendre aux chefs d'Etat-major le 12 juillet : « La politique établie du gouvernement de Sa majesté est de permettre la constitution de solides contingents français sur terre, mer et air... qui seront les représentants d'une France qui poursuit la guerre ». Le même principe s'appliquait à d'autres contingents étrangers présents en Grande-Bretagne – aux Polonais, Néerlandais, Norvégiens et autres. « Il est indispensable de donner à la guerre que la Grande-Bretagne mène sans aucune aide, un caractère international qui ajoutera beaucoup à notre force et à notre prestige ». Churchill était prêt à ce que le Royaume-Uni combatte seul, mais il cherchait aussi à se trouver à la tête d'une coalition, fut-elle fragile. A ce moment-là, le ministère des Affaires étrangères considérait que de Gaulle était un chef militaire qui n'avait pas vocation à gouverner. Cette attitude posait des problèmes. En tant que chef militaire, de Gaulle n'avait ni ancienneté ni renom, et ses partisans étaient peu nombreux – le 12 août, son armée comptait seulement 140 officiers et 2.109 hommes. De surcroît, alors que d'autres pays (comme la Pologne, la Norvège et les Pays-Bas) disposaient de gouvernements en exil, la France n'était représentée que par un homme au statut incertain. Cela commençait plutôt mal.

Les Britanniques firent de leur mieux pour améliorer la situation. Sur les ordres de Churchill, le défilé à Londres, le 14 juillet 1940, des Forces françaises libres fut présenté favorablement par la presse et diffusé dans les films d'actualités cinématographiques. Grâce à l'intervention de Lord Halifax, le roi George VI rendit visite aux troupes du général de Gaulle le 24 août. Le gouvernement chargea une société spécialisée dans les relations publiques de promouvoir l'image du général de

Gaulle et de mieux le faire connaître. En septembre, cette société publia un petit livre, « La France de De Gaulle et la Clé contre l'invasion imminente de l'Allemagne », dans lequel de Gaulle était décrit comme étant « L'homme du destin ». L'ouvrage fut salué par un article brillant du *Times* tandis que le *Daily Telegraph* déclarait que de Gaulle était « le plus grand expert vivant de la guerre mécanisée ».

C'était une belle démonstration, mais de graves doutes subsistaient en arrière-plan. En privé, le général Dill affirmait que l'on proposerait aux soldats français de rester en Grande-Bretagne et de continuer à se battre – « mais j'espère qu'ils rentreront tous chez eux ». Le quartier général de De Gaulle à Londres était modeste et sommairement organisé, et les officiels britanniques, bien que compréhensifs, étaient quelquefois désespérés par les querelles internes. Ce que de Gaulle était vraiment en mesure d'accomplir n'apparaissait pas nettement. Il était peut-être l'homme du destin, mais ce destin n'était pas clairement défini.

Il n'y avait rien d'inéluctable dans la progression de De Gaulle. Celle-ci fut beaucoup due à la chance. La chaîne de circonstances qui lui permirent de se faire connaître des Britanniques, et de se trouver à Londres le 18 juin, aurait pu se rompre en de multiples points, mais cela ne se produisit pas. Pourtant la chance seule n'aurait pas suffi. Napoléon voulait des maréchaux chanceux, mais un homme peut avoir toute la chance du monde et ne pas savoir en tirer parti. De Gaulle avait une forte personnalité et du courage. Il avait le soutien de Churchill sans qui, à ce stade, il n'aurait rien pu faire. Il gagna le respect et l'admiration du peuple britannique qui continua à le considérer, pendant toute la guerre (avec raison) comme « l'homme qui est demeuré à nos côtés aux heures les plus sombres » et (avec un peu moins de justesse) comme un pro-britannique. Il gagna également la confiance de ces Français qui le rejoignirent en 1940, alors qu'il n'avait pas grand chose qui le fasse recommander, si ce n'est le courage : ils étaient vraiment « les hommes partis de rien ». Les mots de Corbin à propos « d'une création de l'imagination » s'avèrent justes, même si ce n'est pas avec cette intention que son auteur les avait prononcés. Il y a des moments où l'imagination, tout comme la foi, peut faire bouger des montagnes.

Quant aux Britanniques, politiciens et personnes du même genre, ils ne savaient pas vraiment ce qu'ils pouvaient attendre de De Gaulle. Dans les faits, ils obtinrent bien plus que ce à quoi ils s'étaient attendus. De Gaulle prouva qu'il était bien davantage qu'un chef militaire, et de fait, ses qualités militaires s'avèrent moins significatives que son habileté politique. Churchill qui avait soutenu de Gaulle en 1940 se querella par la suite fréquemment avec lui, dénonçant son anglophobie, et en 1943, il en vint presque à rompre complètement avec lui. Pour la Grande-Bretagne comme pour la France, l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle ouvrit des voies inattendues, et les relations entre les deux pays s'en trouvèrent modifiées à jamais.

Du 18 Juin aux 18 juin

Jean-Louis Crémieux-Brilhac

Jean Marin était en 1939-40 correspondant à Londres du quotidien parisien *Le Journal*. Il allait être un des « premiers compagnons » du général de Gaulle et le premier chroniqueur des nouvelles émissions en français instituées par la BBC en juin 1940. Le 18 juin, vers 18h 30, il se trouvait pour enregistrer à Broadcasting House en compagnie de Jean Oberlé, peintre de talent et journaliste à ses heures. C'est ainsi que les deux amis eurent le privilège d'entendre, d'un studio voisin, le général de Gaulle prononcer son appel. Oberlé était homme d'esprit, c'est lui qui allait inventer la ritournelle fameuse : "Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand" ; il aimait "faire des mots". "Eh bien !", dit-il, "voilà un gars qui est sorti de la discipline pour entrer dans le Petit Larousse".

Tel est le souvenir, vrai, reconstruit ou antidaté, que me raconta Jean Marin, peu après mon arrivée à Londres, en 1941.

A franchement parler, je ne crois pas qu'aucun Français (et certainement aucun Britannique) ait soupçonné en 1940 que ce 18 juin allait devenir Le 18 Juin. De même, les Parisiens qui prirent la Bastille ne soupçonnaient pas que la journée allait devenir « le 14 Juillet ». Que l'appel, le 18 juin 1940, de ce général inconnu au nom prédestiné ait ému, qu'il ait suscité chez certains un souffle d'espoir dans l'effondrement général et qu'il ait stimulé des énergies, assez de témoignages l'attestent. L'Appel apportait une lueur, il exprimait une volonté française que rien n'avait abattue, qui maintenait, par la voix d'un seul, une tradition nationale, qui faisait le lien avec toute notre histoire. Pour certains, dont je pourrais rappeler les noms, il a suscité une indéfectible reconnaissance, alors même qu'ils ne se faisaient pas la même « idée de la France » que le général de Gaulle. Mais, comme devant la plupart des grands événements historiques, bien rares furent ceux qui en devinèrent la portée. Pierre Bourdan, le plus perspicace des correspondants français à Londres et qui allait être pendant quatre ans à la BBC le plus brillant commentateur de l'équipe « Les Français parlent aux Français », fut, le 19 juin au matin, de ceux qui firent visite au général rebelle, dans son petit appartement de Seymour Grove. « J'éprouvais », a-t-il raconté, « une curiosité intense et nerveuse, sensation d'ailleurs réconfortante après le désarroi moral de la veille, mais non pas ce qu'un écrivain romantique appelait le « frisson historique », annonciateur des grands événements ou des grandes rencontres ».

Et de montrer que l'Appel du 18 Juin (mieux vaudrait dire : « l'ensemble des appels du général de Gaulle de juin 1940 ») aura été comme la pierre que lance un montagnard sur un névé : la surface neigeuse frémit à peine, et c'est ensuite, très lentement, qu'elle s'ébranle et glisse, en un mouvement qui lui-même s'étend et se propage jusqu'à entraîner un versant, jusqu'à provoquer une avalanche, tandis que le premier écho d'un faible choc devient un bruit assourdissant.

Le fait est que, si le 18 juin 1940 est devenu "Le 18 JUIIN", ce ne fut pas du jour au lendemain. Combien de Français, même parmi les résistants précoces, même parmi les plus fervents gaullistes de France, connaissaient, quatre ans plus tard, au jour de leur libération, la date et le texte de l'Appel ? Du moins, ont-ils su très tôt que de

Gaule avait été le premier à exprimer le refus et à le faire savoir, grâce au miracle de la radio -et qu'il avait été apparemment le seul, puisque la brutalité de la défaite avait tétanisé les masses et que le gouvernement du Maréchal avait contraint au silence les rares protestataires potentiels. Ainsi la prise de conscience de ce que représentait le geste du général de Gaulle a sans aucun doute existé largement et précocement parmi les Français, même chez ceux qui n'étaient pas gaullistes. La manifestation étudiante du 11 novembre 1940 à l'Arc de Triomphe, précédée de deux gaules en est un premier et éclatant témoignage.

Les étapes suivantes sont connues. L'engagement de Français Libres sur tous les théâtres de combat, la gloire de Bir Hakeim, la création d'un Comité national, toutes nouvelles relayées et amplifiées par la BBC, puis, à partir de 1942 l'adhésion des mouvements de résistance, ont achevé de faire du général de Gaulle un symbole : à la fois symbole de l'esprit résistant et symbole, selon ses propres mots, de « l'honneur, [de] la raison [et de] l'intérêt national ». Avec l'occupation complète du territoire national qui transforme la France en protectorat de fait, et avec le STO, l'avalanche des refus s'amplifie. A mesure que s'affirment les chances de victoire alliée, le pronostic de Juin 40, même si l'on en connaît mal les attendus, fait figure de prophétie auto-réalisatrice. Juin 1940 avait été le point le plus bas de l'histoire française depuis les guerres de religion sinon depuis la Guerre de cent ans. La perspective change : Juin 1940 apparaît comme le début de la remontée. La libération de Paris et le sacre populaire du 25 août 1944 qui investit de Gaulle des Champs-Élysées à Notre-Dame achèvent de donner son sens au 18 Juin : l'aventure annoncée est devenue épopée ; l'épopée, complétée par « l'insurrection nationale », s'intègre avec une sorte de perfection historique dans le passé français. Triomphe de l'intelligence et de l'énergie contre les forces du destin. La honte rachetée. Jubilation accrue par le contraste entre les épreuves endurées et l'apothéose nationale.

Mais il y a davantage dans le 18 Juin que le geste qui se révélera libérateur et fera du héros un symbole.

L'Appel du 18 Juin a été, pour de Gaulle, source de légitimité. On s'est souvent étonné de la formidable assurance avec laquelle, revenant au pouvoir, il se targuera d'incarner depuis trente ans la légitimité française. Avait-il vraiment confié dès juillet 1940 au capitaine Dewavrin alias Passy, comme ce dernier l'écrivit en 1946-47 dans le manuscrit initial de ses Mémoires, que l'honneur national, dont il s'était fait le champion, et l'indignité de tous les autres, lui donnaient vocation à représenter et à gouverner la France ? Même si le propos est, comme bien d'autres, une reconstruction de la mémoire, et plus plausible en 1942 qu'en juillet 1940 quand s'affirme le gaullisme politique qu'en juillet 1940, ou en 1943-44, quand il oppose à Roosevelt la légitimité du CFLN, on sait aujourd'hui qu'il existe chez de Gaulle, dès la période londonienne, une théorie très singulière de la légitimité, qui justifie doctrinalement sa vocation à gouverner le pays libéré, et dont la politologue Odile Rudelle a recherché et retrouvé les sources avec autant de finesse que de pertinence. Qu'est-ce qui fait qu'un régime ou un gouvernement sont légitimes ? On découvre avec étonnement que la question a hanté plus d'un dirigeant français tout au long du XIXe siècle. Elle ne se posait pas dans la France d'Ancien Régime, où la légitimité s'identifiait à une monarchie séculaire, pas plus qu'elle ne se pose aujourd'hui dans les pays anglo-saxons, assurés d'une stabilité constitutionnelle également séculaire, de sorte que la légitimité des gouvernements d'alternance est simplement celle qui résulte du verdict périodique des urnes.

La question se posa aux Français, lorsque, ayant rompu en 1792 avec la continuité monarchique, il leur advint de changer de régime tous les quinze ou vingt ans jusqu'à 1875, aucun de ces régimes, issus d'un coup d'Etat ou d'une révolution, ne bénéficiant d'un consentement unanime : ainsi y eut-il à chaque génération des politiques pour s'interroger sur les fondements de légitimité du régime nouvellement instauré. Ces questions oubliées ne l'étaient pas du général de Gaulle, qui était issu d'une famille au sein de laquelle le débat sur la légitimité de la République avait été longtemps vivace. L'effondrement de la IIIe République sous le choc de la défaite et par les manœuvres d'une clique leur avait redonné en 1940 une actualité.

Pour de Gaulle comme pour la plupart de ses premiers volontaires, la IIIe République était bien morte, condamnée par ses fautes, sa licence et son impéritie. Le régime de Vichy, coupable du crime de l'armistice et investi dans des conditions douteuses, valait encore moins. Aussi proclama-t-il, par la Déclaration organique du 16 novembre 1940, l'illégalité et l'inconstitutionnalité du « gouvernement de fait dit Etat français ». Conjointement, face au vacuum de la légitimité en France, la même Déclaration affirmait la validité du pouvoir provisoire institué par lui dans une fraction de l'Empire français, validité reposant sur la libre adhésion "de millions de Français à travers le monde", étant spécifié toutefois qu'il n'était que le dépositaire de la souveraineté nationale et qu'il rendrait compte de ses actes au peuple français, seul habilité, une fois libéré, à choisir ses institutions et ses gouvernants.

Cette vocation autoproclamée à représenter la France, de Gaulle n'eut de cesse de la faire reconnaître - fût-ce tardivement et chichement - par les puissances alliées. Il la fit valoir face au général Giraud en arguant de "la raison supérieure que la France Combattante avait reçu de la France intérieure délégation morale pour rassembler et diriger tous les Français dans la guerre et défendre les intérêts de la France devant les alliés". Ainsi, c'est en vertu de l'adhésion de plus en plus massive, mais non encore mesurable, des Français résistants que l'homme-symbole a ouvertement revendiqué, à partir de 1942, le premier rang dans la lutte et le droit légitime de représenter la souveraineté nationale dans le territoire libéré.

La légitimité dont il se prévalait se substitua progressivement à celle dont il s'honorait les deux premières années, celle d'unique représentant en liberté du dernier gouvernement régulier de la IIIe République. Elle aura été confirmée, eût dit Chateaubriand (que de Gaulle avait beaucoup fréquenté), par "la souveraineté de la gloire", ultérieurement par celle du peuple, puis par celle du temps.

Mais c'est l'Appel du 18 Juin 1940 qui en aura été la source. Par la volonté de son auteur et du fait de l'autorité grandissante qu'il acquiert, l'Appel aura été acte fondateur, et même doublement fondateur. Acte fondateur de la Résistance, tous les mouvements de résistance et tous les actes de la résistance autochtone découlant, dans la vision gaullienne, du 18 Juin. Acte fondateur aussi d'un régime, même si celui-ci naîtra seulement vingt ans plus tard : tel a été, en effet, le talent politique du général de Gaulle, telle aura été la force du mythe créé et incarné par lui, que dans l'esprit de bien des Français de l'an 2 000, la Ve République, dont nul ne conteste aujourd'hui la légitimité, procède non pas du « 2 décembre sans coup d'Etat », de mai 1958, mais directement du 18 Juin 1940.

La vertu de l'acte du 18 Juin et la multiplicité de ses prolongements suffiraient à expliquer que cette journée soit devenue en France, sinon fête nationale et jour férié,

comme le 8 mai, le 14 juillet et le 11 novembre, à tout le moins journée culte. Cette promotion, qui implique la fixation de la mémoire collective sur un acte et un moment symboliques, il est remarquable qu'elle ne se soit pas faite plus spontanément qu'elle ne s'est faite immédiatement. Elle n'est pas davantage le produit d'une décision législative, comme les trois fêtes nationales. Elle a été l'œuvre méthodiquement poursuivie du général de Gaulle lui-même. La promotion du 18 Juin est un élément de la construction, très clairement voulue, du mythe de Gaulle par de Gaulle.

De l'Appel lui-même, d'abord, il a su faire un monument intangible. Si le texte en fut effectivement rédigé le 18 juin 1940, on sait depuis tout juste dix ans qu'il ne fut pas diffusé tel quel, le gouvernement britannique lui ayant imposé de sensibles remaniements. Quant à l'appel complémentaire du 19 juin (« Au nom de la France, je déclare officiellement ce qui suit... »), on a, depuis moins de temps encore, les preuves qu'il ne fut jamais prononcé et qu'il ne fut d'ailleurs pas rédigé avant le 22 ou le 23 juin. Il n'importe. Le général de Gaulle obtint néanmoins que ce soit le texte originel de son appel du 18 que publie la presse britannique du 19. C'est le texte originel du 18 ainsi que le texte non prononcé du 19 qui figurèrent ensuite dans les collections polycopiées des discours du Général conservées à Carlton Gardens, puis dans toutes les éditions des Discours et Messages à partir de 1941, les deux discours initiaux faisant seulement défaut dans les "Archives écrites" de la BBC.

Quant à la célébration du 18 Juin, elle commence dès 1941. Le 18 juin 1941, le général de Gaulle est au Caire : il prononce devant le Comité national français d'Egypte un discours qui est relayé par la radio de Londres. Il commence par ces mots : « Le 17 juin 1940 disparaissait à Bordeaux le dernier gouvernement régulier de la France [...] Le lendemain naissait la France Libre... » .

Un rituel s'instaure en même temps à Londres. Ce 18 juin 1941, à l'appel de l'Association des Français de Grande-Bretagne, a lieu une « Manifestation pour commémorer le premier appel du Général de Gaulle : La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre ». Elle se tient au *Cambridge Theatre* sous la présidence de l'amiral Muselier qui prononce l'allocution inaugurale. Le morceau de résistance est un discours du professeur René Cassin, Secrétaire permanent du Comité de Défense de l'Empire : « La France Libre au combat ». Un film est ensuite projeté. L'appel du général de Gaulle est lu. La cérémonie se termine par La Marseillaise et le *God save the King*.

En 1942, deux grands rassemblements des Français de Grande-Bretagne ont lieu à l'Albert Hall, la plus grande salle de Londres, le 18 juin et le 11 novembre: ils sont l'occasion pour de Gaulle de prononcer des discours superbes, le discours du 11 novembre étant d'autant plus important qu'il se situe trois jours après le débarquement allié en Afrique du nord d'où la France libre a été exclue.

Le 18 juin 1943, le Général est à Alger ; il vient d'y constituer avec Giraud le Comité français de Libération nationale. Il ne manque pas, ce 18 juin, d'aller déposer une gerbe au monument aux morts ; il prononce un grand discours « à l'occasion du troisième anniversaire du mouvement de la France libre ». Le rappel de l'antériorité de l'Appel a d'autant plus de poids qu'Alger a été plus longtemps maréchaliste. C'est aussi ce jour qu'il a fixé pour l'inauguration du poste émetteur de Radio Brazzaville, devenu station de puissance internationale : autre occasion pour lui d'un discours. Le

même jour, à Londres, où le rituel est maintenant consacré, Pierre Brossolette et Pierre-Bloch prononcent, devant la foule des Français de Grande-Bretagne, les discours à la fois commémoratifs et annonciateurs de victoire.

18 juin 1944 : le débarquement ne date que de douze jours. De Gaulle, qui a mis le pied sur la terre de France le 14 à Bayeux, est tout juste de retour à Alger pour le 18. Il parle devant l'Assemblée consultative et ce qu'il dit mérite d'être rappelé, si l'on veut bien y voir une étape dans l'histoire de l'édification du mythe :

« Messieurs, je ne me permettrai certainement pas, au cours de cette grande séance, d'évoquer rien qui soit personnel. L'appel du 18 juin 1940 n'a eu, n'a revêtu sa signification que parce que la Nation a jugé bon de l'écouter et d'y répondre [...].

Mais, puisqu'il fut prouvé depuis, par tant de combats obscurs ou éclatants, puisqu'il est prouvé aujourd'hui, Messieurs, par le magnifique témoignage de votre assemblée et par le concours immense du peuple, que les voies qui ont été définies le 18 juin 1940 étaient bien celles dans lesquelles la Nation entendait faire sa libération et sa rénovation, tous ceux qui la servent et d'abord son gouvernement, n'ont qu'une chose à faire : c'est d'être fidèles aux intentions du pays ».

Et par deux fois, il revient sur le sens de l'acte fondateur. Tout en s'effaçant derrière « la volonté instinctive de la Nation », il célèbre « le rassemblement national pour la guerre, pour la liberté et pour la grandeur que les Français ont commencé le 18 juin 1940 et qu'ensuite, pas à pas, ils ont poussé jusqu'à son terme ».

1945 : le 18 juin tombe quarante jours après la fin des hostilités en Europe. Il est l'occasion d'une immense célébration de deux jours qui n'aura pu se comparer qu'au défilé de la victoire de 1919. Maurice Agulhon en a rappelé les fastes et la liesse dans un livre récent : « Triomphe par les conditions mêmes de son ambiguïté et de l'attente populaire, [...] célébration à la fois des Forces Françaises Libres et des forces de l'intérieur [...], modèle nouveau de commémoration en un espace parisien, [...], commémoration essentiellement gaulliste : la croix de Lorraine s'inscrit dans le ciel des Champs Elysées pour couronner le défilé ».

1946 : Le général de Gaulle a quitté le pouvoir. Deux jours après son discours de Bayeux, il amorce un nouveau rituel. Il a signé, l'année précédente, un décret aux fins d'ériger sur le site du Mont Valérien un monument dédié aux « Morts pour la France ». Le 11 novembre 1945, quinze corps de Français Libres et de résistants ont été déposés dans une crypte transformée en caveau provisoire. C'est devant cette crypte que, le 18 juin 1946, et désormais chaque année, il va raviver la flamme. Et revenu au pouvoir, c'est le 18 juin 1960 qu'il inaugure au Mont Valérien le Mémorial de la France combattante, où sont transférés les corps des martyrs et devant lequel, chaque année, est perpétuée depuis lors la commémoration de l'Appel.

En cette année 2 000, soixantième anniversaire de l'Appel, trentième anniversaire de la disparition de l'"Homme du 18 Juin", c'est, à juste titre, cette date qui aura été choisie pour l'inauguration, en l'Hôtel national des Invalides, du Musée de la Deuxième guerre mondiale et du général de Gaulle.

Pour l'analyste des représentations mentales et de la mémoire collective, l'histoire des 18 juin aura été une étonnante illustration de l'art qu'eut le général de Gaulle d'ériger sa propre statue en même temps que de promouvoir l'esprit de fierté et le rassemblement de la nation. Le 18 juin 1940 fait désormais partie du patrimoine national. Son évocation déconsidère au point de l'annihiler le message et l'image même du maréchal Pétain dans les films documentaires sur la période. Il est, dans tous les manuels d'histoire, le repère de l'honneur, du courage et de l'espérance. Il est inscrit dans les mémoires françaises comme une des plus grandes dates d'un grand passé.

Les discours du 18 juin

Maurice Vaisse

L'appel du 18 juin 1940 est bien connu¹³. Et sa célébration également¹⁴. Dès la Libération, de Gaulle entend célébrer l'anniversaire de l'Appel et il le fera régulièrement de 1945 à 1970, par une cérémonie au Mont Valérien. La première cérémonie est organisée à Paris les 17 et 18 juin 1945. Après son départ du pouvoir, en 1946, le Général confie la commémoration à la chancellerie de l'Ordre de la Libération, qui comporte traditionnellement une cérémonie au Mont Valérien, haut lieu de la mémoire gaullienne.¹⁵ Jusqu'à sa mort, de Gaulle préside une cérémonie, au protocole immuable depuis 1946, sans prononcer de discours, sauf exception. Qu'en est-il du texte des discours prononcés certains 18 juin ? Dans quelles circonstances sont-ils prononcés ? Quel thème abordent-ils ? A quelle logique de leur auteur du gaullisme se réfèrent-ils ? C'est ce que nous voudrions étudier dans une recherche qui se place délibérément dans les traces de ce que Maurice Agulhon a voulu indiquer.¹⁶ Il s'agit d'une simple esquisse d'une étude, à reprendre et développer.

Cette étude est d'ailleurs limitée aux textes publiés dans les *Discours et Messages* : soit ceux du 18 juin 1941 à 1944, et ceux des 18 juin 1949, 1952 et 1959. Autant les premiers sont délibérément prononcés par de Gaulle, autant les autres le sont à des occasions suscitées par d'autres, ce qui montre que la date du 18 juin est un symbole.

Les circonstances sont fort différentes. Le 18 juin 1941, de Gaulle est au Caire où il prononce un discours au Comité national français d'Egypte. La situation en Syrie et au Liban s'est aggravée, avec le droit accordé par Vichy à l'aviation allemande d'utiliser les aérodromes de Syrie, et les protocoles de Paris (27-28 mai 1941). Du 13 au 17 juin, de Gaulle séjourne à Jérusalem pour être au plus près des Forces françaises libres qui affrontent les troupes de Vichy ; la 1^e DFL entre le 21 juin à Damas, où de Gaulle arrive le 24 juin venant du Caire. Après avoir stigmatisé « l'équipe mixte du défaitisme et de la trahison », de Gaulle insiste sur le but de la France libre : « Faire rentrer l'Empire et la France dans la guerre », et il évoque « la route dure et sanglante », marquée par l'affrontement franco-français, et il termine par un éloge dithyrambique de « l'admirable Empire britannique » incarné par Winston Churchill, et de « la juste Amérique », dirigée par « le grand Roosevelt », en des termes qui ne lui sont guère coutumiers.

Le 18 juin 1942, de Gaulle est à Londres. L'Union soviétique et les Etats-Unis sont entrés dans la guerre, qui désormais, est mondiale. Le général Leclerc s'est illustré à Bir-Hakeim (juin 1942). Tous les mois précédents, le grand débat a porté sur les territoires français d'outre-mer : Saint-Pierre et Miquelon, Madagascar, Syrie, Liban ;

¹³ Cf. Maurice SCHUMANN, *Un certain 18 juin*, Plon 1980 ; Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC, *La France libre*, Gallimard, 1998.

¹⁴ Serge BARCELLINI, Annette WIEVIORKA, *Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France*, Graphein, 1999.

¹⁵ C'est dans ce lieu isolé des Hauts-de-Seine que l'armée allemande procédait à des exécutions, dont on ne sait pas le nombre exact. Il est le devenu le Mémorial de la France combattante.

¹⁶ Maurice AGULHON, *De Gaulle, histoire, symbole, mythe*. Plon, 2000

de Gaulle bataille pour y faire reconnaître, par les Anglais et les Américains, l'autorité de la France libre (elle deviendra France combattante le 14 juillet 1942) après que le dialogue a été établi entre la résistance intérieure et la France libre et que de Gaulle se voit reconnaître à peu près par tous comme le chef unique de la « Résistance française ». C'est un des plus beaux discours de De Gaulle, tant l'argumentation est bâtie sur la convergence entre passion et raison. La passion, c'est la France ; la raison, c'est la politique inflexible de la France libre depuis le 18 juin 1940. C'est l'occasion pour lui d'écarter les reproches d'intransigeance et de redéfinir le but : refaire l'unité nationale en combattant l'ennemi partout et ramener dans la lutte toutes les forces et toutes les terres françaises, et rappeler que le 18 juin 1940, il s'agissait d'un acte de foi. Il adresse un salut fraternel aux mouvements de résistance et en appelle au « grand peuple (de France) qui doit rester grand ». Or l'Empire s'est révélé à la nation « comme essentiel à son avenir, car la France est ainsi belligérante dans sa souveraineté ». *A posteriori*, on peut noter l'aspect visionnaire de l'Appel, vieux de deux ans, disant que la France avait son empire sur lequel elle pouvait compter. Et dans un appel solennel destiné davantage aux Alliés qu'aux Français, de Gaulle se considère comme garant « pour le compte de la nation » de l'intégrité de l'Empire. Le combat de la France n'est pas pour autant un combat pour la France seule. La France proclame sa solidarité dans la guerre, comme dans la paix à venir. Au passage, de Gaulle apporte son adhésion au « magnifique » programme de Roosevelt sur les quatre libertés humaines¹⁷ et dit sa foi dans la victoire finale : « Invinciblement, la France combattante émerge de l'océan ». De Gaulle se pose ici comme l'égal des grands alliés.

Le 18 juin 1943, de Gaulle est à Alger. En janvier, à Casablanca, de Gaulle a rencontré le général Giraud, en présence de Roosevelt et de Churchill. L'union de la France combattante est en bonne voie. Le Comité français de la libération nationale est constitué à Alger où il est arrivé le 30 mai, et dont il est le co-président avec le général Giraud. Tout le discours qu'il prononce à Alger est axé autour du thème de l'union et du rassemblement alors que les divisions entre les deux co-présidents risquent de menacer l'autorité de De Gaulle. Pour dissiper « la brume » qui pèse et « le fatras des intrigues connexes, des querelles secondaires et des propagandes accessoires » (on retrouve ici le rythme ternaire cher à de Gaulle), de Gaulle dit son intention de « penser haut et de parler net » : il s'agit de triompher de la désunion créée par Vichy et d'unifier la masse française « dans le grand rassemblement de nos âmes ». Cette union est « un renfort pour les Nations Unies ». A aucun moment, de Gaulle ne fait ici allusion à la création du Comité français de la libération nationale, *a fortiori* au général Giraud. Discours d'union et de rassemblement, c'est aussi un discours de combat.

En juin 1944, la situation s'est complètement éclaircie. L'hypothèque Giraud est levée. Le 3 juin, le Comité français de la libération nationale prend le nom de Gouvernement provisoire de la République française, dont de Gaulle devient président. Sur le front des opérations militaires, la défense allemande est percée sur le front du Garigliano et les troupes alliées entrent à Rome (4 juin). Le débarquement en Normandie a eu lieu. De Gaulle débarque à son tour et prononce à Bayeux sa première allocution en France libérée. Le 16 juin, de Gaulle regagne Alger où il

¹⁷ Dans son message au Congrès du 6 janvier 1941, Roosevelt avait défini les quatre libertés essentielles : liberté de parole et d'expression, liberté religieuse, liberté par rapport à la misère, liberté par rapport à la peur.

prononce le 18 juin un discours devant l'Assemblée consultative en hommage à la volonté de résistance de la France.

Ce discours est plus bref que les précédents ; il a aussi un caractère plus formel et plus restrictif.¹⁸ De Gaulle évoque en effet la réponse de la nation française à l'appel du 18 juin 1940, l'effort sans exemple de la France et le rassemblement national. Mais il fait aussi référence aux « autres » dont il n'attend pas toujours « la compréhension », dont l'appui a été « quelquefois tâtonnant », et le concours ne serait pas toujours « immédiat et complet ». Bref, le renouveau, qui pointe avec la victoire, est teinté d'interrogations quant au contexte international et à la reconnaissance du GPRF.

Le 18 juin 1945, de Gaulle ne prononce pas de discours. Après avoir assisté au défilé de l'armée française en présence du sultan du Maroc Mohammed V, il préside pour la première fois la cérémonie commémorative de l'appel du 18 juin 1940 au Mont Valérien, mais il se tait : après la capitulation signée le 8 mai, sa présence seule à cette cérémonie justifie sans doute toute son action passée depuis cinq ans. Mais que la cérémonie ait lieu le 18 juin suffit à elle-même, ce sont les morts, les compagnons de la Libération qu'on honore.

Après la guerre, les seuls discours prononcés un 18 juin le sont en 1949, 1952 et 1959. Ont-ils un rapport à l'appel initial ?

En 1949, de Gaulle a été invité par la municipalité de Paris à présider l'inauguration de l'avenue du général Leclerc, à la porte d'Orléans. Ce 18 juin 1949 est donc la première commémoration symbolique, dans la mesure où elle est prévue, non par le Général, mais par une municipalité, même à majorité RPF. Il n'est plus au pouvoir depuis janvier 1946 ; la IV^e République s'est installée ; en avril 1947, il a créé le Rassemblement du peuple français qui devient un mouvement politique puissant et redouté par les partis au pouvoir. Entre temps, la menace soviétique a suscité la constitution de l'Union occidentale puis de l'Alliance atlantique, à laquelle la France a donné son adhésion. Dans son discours, de Gaulle ne fait allusion ni aux combats de politique intérieure, ni au RPF. Il évoque la cohésion de la France répondant à son appel dans « un seul but et une seule entreprise » ; il rappelle « la dure marche jusqu'au but » et les divergences d'intérêt avec les Alliés. Et de Gaulle confesse à ce moment-là qu'il a bien cru maintes fois voir l'entreprise se briser, et qu'il mesurait avec angoisse « la disproportion terrible entre le but et les moyens » dérisoires. Occasion de monter en épingle l'aventure de Philippe Leclerc, dont l'épopée est exemplaire et qui nourrit l'espérance des peuples qui en ont besoin dans une époque de « menace nouvelle », seule allusion au contexte intérieur et international. Cette manifestation parisienne n'est pourtant pas consensuelle. Le RPF organise porte d'Orléans un grand rassemblement patriotique pour célébrer Leclerc et la libération de Paris ; le PCF prétend que cette foule gaulliste aux portes de la capitale risque d'avoir des desseins putschistes et organise une contre-manifestation ; de son côté, le gouvernement de la Troisième Force s'inquiète aussi. Jules Moch, ministre de l'Intérieur, refuse d'interdire les deux cortèges, communiste et gaulliste¹⁹. Perché au sommet de l'église Saint-Pierre de Montrouge, le Ministre dirige, en personne, les 12.000 policiers déployés pour empêcher les militants des deux camps, distants de quelques centaines de mètres, de se rencontrer.

¹⁸ Est-ce parce que de Gaulle s'adresse aux membres de l'Assemblée et non à des partisans ?

¹⁹ Eric MICHOUAN, *Jules Moch, un socialiste dérangeant*, Bruylant, 2000, pp.264-265

Le 18 juin 1952, de Gaulle adresse un bref message aux aviateurs de la France libre. De Gaulle est toujours à la tête d'un RPF, en plein déclin, en raison d'un manque de cohésion : 27 députés RPF ont en effet favorisé l'investiture d'Antoine Pinay (mars 1952) et démissionnent peu après. La CED est signée, malgré l'opposition de De Gaulle. Bref, le gaullisme est en plein reflux. Dans un style très formel, de Gaulle célèbre la volonté des aviateurs de s'être battus. Il oppose le don de soi de ces hommes, qui ont répondu à son appel, « à la médiocrité ambiante et aux soucis différents ».

Enfin, le 18 juin 1959, de Gaulle prononce un discours à l'Hôtel de ville de Paris où il se rend pour la première fois en qualité de président de la République après son retour au pouvoir le 1^{er} juin 1958 et son élection à la présidence de la République, le 21 décembre 1958.

C'est à la fois un hommage à Paris et un discours politique. Hommage à Paris qui, dit l'auteur, « inspira l'événement du 18 juin, car il ne pouvait admettre que Paris fût « découronné, humilié, abandonné » : la grandeur de la France étant indissociable de celle de Paris, il lui apparaissait impossible de ne pas relever le défi. Hommage aussi à la souffrance de Paris.

Mais aussi discours politique, par les références à « la période prolongée d'incertitude », au redressement grâce aux institutions rénovées et à un véritable programme de politique générale énoncé en quelques phrases (progrès social, Communauté, Algérie, unité européenne, aide aux peuples sous-développés) qui résumait un mouvement de rénovation et d'action nationales, pour lequel de Gaulle souhaite que Paris donne une fois de plus l'exemple.

Seuls les discours de la guerre sont de la volonté de De Gaulle, les autres sont de circonstance. Il y a un glissement de l'acte politique et militaire à celui de la commémoration du souvenir. Certes, c'est la ville de Paris, et capitale du pays qui fait ce choix, mais de Gaulle ne s'y dérobe pas et ne provoque sûrement pas. Ces discours ont tous un accent poussant au combat pour l'unité, l'honneur de la France, la victoire. Le contexte de l'après-guerre leur donne une connotation plus politique. En fait, tous ces discours sont conjoncturels, mais ils ne sont pas commémoratifs. Ce n'est pas la mémoire des Français que de Gaulle cherche à réveiller, c'est dans le présent qu'il veut les inciter à combattre, pour les mêmes buts : honneur, indépendance, grandeur.

Mers el-Kébir, 1940

Alistair Horne

Le 3 juillet 1940, sur la côte algérienne, fut une de ces journées à la chaleur étouffante qui met les nerfs à vif et entrave les décisions. A Mers el-Kébir, la France impériale détenait encore l'une des plus importantes bases navales du sud de la Méditerranée. A l'abri de son port, avaient jeté l'ancre les unités les plus importantes d'une flotte fière qui avait survécu à la chute de la France métropolitaine aux mains d'Hitler moins de deux semaines auparavant.

Soudain, dans l'après-midi, des obus britanniques, pesant chacun autant qu'une voiture, s'abattirent sur la flotte immobile de leurs anciens alliés. Pour la première fois depuis Trafalgar, les navires la *Royal Navy* et de la Marine française s'affrontaient dans une bataille sans merci.

En dix minutes, 1 200 hommes et officiers français furent tués, l'orgueil de la marine française anéanti ou mis hors état de combattre ; le cuirassé Bretagne avait chaviré emportant avec lui un millier de marins.

En Allemagne, Adolf Hitler se réjouissait de cet affrontement entre ses deux anciens ennemis, qui les avait presque conduits à se déclarer la guerre. A Londres, le chef de la France libre, le général de Gaulle, fut à un doigt de rompre toute relation avec Churchill. Devant une Chambre des députés silencieuse, Winston Churchill qualifia cette sombre opération de « tragédie grecque ». Quand il reprit son siège, des larmes coulaient sur ses joues.

Cette action dramatique, qui avait pour nom de code « *Catapult* », devait peser sur les relations franco-britanniques pendant plus d'une génération ; ses cicatrices sont encore visibles en France aujourd'hui.

Pourra-t-elle jamais être oubliée ?

Aggravé par les terribles tensions de cet été 1940 cataclysmique, le désastre de Mers el-Kébir est la conséquence d'une série de tragiques malentendus, de manques de communication et de la mauvaise interprétation de phrases clés – ce qui empoisonne les relations franco-britanniques depuis la nuit des temps.

Aux yeux de Churchill, bien qu'ayant conclu un armistice séparé avec l'Allemagne, la France, liée par son alliance avec la Grande-Bretagne, devait s'assurer que sa flotte ne tomberait **jamais** aux mains d'Hitler. Il s'agissait pour la Grande-Bretagne d'une véritable question de survie.

En 1940, la *Royal Navy* restait la flotte la plus importante au monde.

Mais elle avait subi de terribles pertes dans l'Atlantique nord durant la désastreuse campagne de Norvège et l'évacuation de Dunkerque. De plus, avec l'entrée dans la guerre, le 10 juin, du « chacal italien » Mussolini, la balance - d'un point de vue naval - avait sérieusement basculé en sens inverse. Au moins six des 14 principaux navires britanniques devaient maintenant stationner en Méditerranée pour surveiller une flotte italienne moderne et rapide (bien que dans les faits, sa vitesse ait généralement dû être déployée toute vapeur arrière).

Il ne restait plus rien pour le Pacifique, où le Japon se montrait de plus en plus agressif, tandis que l'Amérique de Roosevelt restait imperturbablement neutre.

La capture par les Allemands de la formidable « Force de Raid » de l'amiral Marcel Gensoul, qui appartenait à ce qui était encore la quatrième flotte mondiale, aurait constitué un désastre absolu pour la Grande-Bretagne. Cette dernière aurait été contrainte d'abandonner la Méditerranée et les indispensables champs pétroliers du Moyen-Orient. Hitler aurait alors été en mesure de concentrer toutes ses forces pour envahir l'Angleterre.

La guerre aurait été perdue, c'est aussi simple que cela.

Nous savons aujourd'hui que la *Wehrmacht*, cette force essentiellement terrestre, n'était pas décidée à s'emparer de la flotte française, de même que la France n'avait pas l'intention de la lui abandonner. Mais les échos parvenant de la France de Vichy du maréchal Pétain n'étaient guère encourageants.

Quatre cents pilotes britanniques furent abattus pendant la campagne de France – une perte inestimable pour la bataille d'Angleterre à venir – et tombèrent aux mains des Allemands. Bien que considérée comme une grande victoire par les Britanniques, l'évacuation de Dunkerque fut ressentie comme une défaite et une trahison par les Français. Le général Weygand, le commandant en chef défaitiste de l'armée française avait déclaré que la Grande-Bretagne aurait le cou tordu comme un poulet (un trait mémorable qui lui valut la fameuse réplique provocatrice de Churchill « Tout dépend du poulet ! et du cou ! »).

Pour Churchill, le fait que le chef de la marine française, l'amiral François Darlan, alors âgé de 58 ans, faisait partie de ces Français qui détestaient l'Angleterre, était le plus inquiétant. « Cette opinion s'était renforcée depuis la signature de l'armistice, par le fait que Darlan n'avait fait aucun effort pour placer la flotte française « hors de portée de la montée en puissance rapide de l'Allemagne ».

De plus, qu'il s'agisse d'un acte volontaire ou d'une malheureuse négligence, une des propositions qui aurait pu permettre d'éviter le désastre, fut omise lors d'un message transmis à l'officier de liaison de Darlan à Londres : à savoir, que la flotte française avait la possibilité de se rendre dans des ports américains neutres, ce qui aurait apaisé les craintes britanniques.

Alors que l'on s'attendait à ce qu'Hitler lance une offensive sur l'Angleterre le 8 juillet, Churchill devait agir rapidement. Le 2 juillet, quatre alternatives furent donc offertes à l'amiral Gensoul :

1. Rejoindre des ports britanniques et continuer de combattre aux côtés des Alliés
2. Gagner un port anglais depuis lequel les équipages seraient rapatriés
3. Se rendre aux Antilles avec des équipages réduits afin de se placer sous juridiction américaine pendant toute la durée du conflit
4. Se saborder

Dans l'éventualité où l'amiral Gensoul refuserait les quatre propositions dans leur ensemble, la *Royal Navy* avait reçu l'ordre de couler tous les navires français et notamment les puissants croiseurs de bataille qu'étaient le *Dunkerque* et le *Strasbourg*.

Le croiseur de bataille *HMS Hood*, un vaisseau de 42 000 tonneaux, était le bâtiment-clé de l'opération « *Catapult* » mais aussi le navire le plus important alors en activité. L'escadre britannique comptait en outre deux cuirassés, le *Resolution* et le *Valiant*, onze contre-torpilleurs et un porte-avions, l'*Ark Royal*. Tous ces bâtiments étaient

placés sous le commandement de l'un des personnages les plus inflexibles et haut en couleur de la *Royal Navy*, le vice-amiral James Somerville (surnommé « Vilain James » en raison son langage coloré). Somerville, consterné à l'idée d'utiliser sa « Force H » contre les Français, n'obéit qu'à contrecœur ce dont Churchill lui tint longtemps rigueur.

Pour Churchill, qui avait toujours porté un amour constant à la France, ces ordres furent particulièrement pénibles à donner. Pour ajouter encore un peu plus à ce qui constitue l'une des plus poignantes tragédies de toute la guerre, l'amiral Gensoul, contrairement à Darlan, était totalement « pro-britannique ». Et inversement, le capitaine Cédric Holland, l'émissaire envoyé par Somerville pour négocier avec Gensoul, était un ardent francophile.

Cédric Holland avait été récemment attaché naval à Paris, parlait un excellent français et avait entretenu des relations sentimentales avec une séduisante Française. Cet homme sensible émettait, lui aussi, les plus grandes réserves concernant sa mission.

C'est avec une grande audace que Cédric Holland quitta l'escadre britannique devant Mers dans une petite vedette. C'est dans la cabine étouffante de l'amiral Gensoul, qu'une erreur et un oubli majeurs se produisirent : celui-ci omit de faire part à l'amiral Darlan de la proposition d'appareiller pour les Antilles afin de se placer sous l'autorité américaine. L'amiral Darlan ordonna alors aux vaisseaux français qui se trouvaient en Méditerranée de rallier l'amiral Gensoul – un ordre qui fut intercepté par Somerville grâce à *Enigma*.

Il n'y avait plus de temps à perdre en négociations. Après une seconde et dernière réunion avec Cédric Holland, l'amiral Gensoul ordonna d'activer les chaudières des navires et se prépara à une action désespérée.

Le 3 juillet à 17h15, l'amiral Somerville lança un dernier ultimatum : si les propositions de la Force H n'étaient pas acceptées dans les 15 minutes, il précisait : « je devrai couler vos navires ».

A 17h54, le *Hood* ouvrit le feu dans un rayon de 16 kilomètres, suivi du *Valiant* et du *Resolution*. Au total, 144 obus de 38 centimètres, pesant chacun trois quarts de tonne, furent tirés. La première salve manqua sa cible mais la seconde atteignit la digue et des débris de béton furent projetés sur les ponts français. La troisième frappa le dépôt de munitions du vieux navire, le *Bretagne*, qui sombra provoquant des pertes humaines considérables. Le même tir arracha la poupe du contre-torpilleur *Mogador* puis un grand voile de fumée recouvrit le port.

Le navire le *Provence* avait parcouru près de 500 mètres lorsqu'il fut touché et qu'il s'échoua, tandis que le *Dunkerque* était également atteint et mis hors de combat. Mais, dans la fumée et la confusion, le *Strasbourg*, un croiseur de bataille moderne, suivi de cinq contre-torpilleurs, parvint à échapper au massacre et à regagner la France. Ainsi, l'opération « *Catapult* » n'avait été, au mieux, qu'un demi-succès.

En 10 minutes tout était terminé, même si des avions furent envoyés, le jour suivant, depuis l'*Ark Royal* parachever le travail. Plus de 1 300 Français périrent dans l'opération – un chiffre plus important que le nombre d'Allemands tués par la *Royal Navy* depuis le début de la guerre. Aucune perte humaine ne fut à déplorer du côté britannique.

Somerville était écœuré par ce qu'il décrivit dans une lettre à sa femme comme « une opération sanglante... l'erreur politique la plus importante des temps modernes ». Le haut commandement lui fut retiré.

Cédric Holland demanda être relevé de ses fonctions de commandement sur l'*Ark Royal* et, selon sa famille, il ne se remit jamais du rôle qu'il avait été contraint à jouer et qui lui avait brisé le cœur. Jusqu'à sa mort, il soutint que la négociation qu'il menait avec l'amiral Gensoul était si avancée que quelques heures de plus auraient pu suffire pour parvenir à un accord.

L'année suivante, le *Hood* sombra après avoir été touché par un seul et malheureux tir du cuirassé allemand, le *Bismarck*. Seuls six membres de son équipage survécurent.

Du côté français, l'amiral Gensoul survécut mais il disparut de la scène. L'amiral Darlan, quant à lui, fut assassiné par un jeune Français à Alger, en décembre 1942, dans des circonstances qui n'ont toujours pas été éclaircies.

L'Allemagne et la France de Vichy cherchèrent à tirer le meilleur avantage possible de l'affaire. Elles publièrent notamment des affiches virulentes, représentant les innocents matelots, morts noyés à Mers el-Kébir. L'une d'entre elles montrait un Churchill géant et ventripotent, au visage diabolique, exultant – et, devant lui les rangées de tombes des marins français.

La France de Vichy rompit ses relations avec la Grande-Bretagne, et seules, les immenses qualités d'homme d'Etat de De Gaulle et ses Français libres, permirent d'éviter une rupture définitive avec Churchill.

Ce « coup effroyable », comme Churchill le qualifia, était-il justifié ? Lors de la déchirante « déclaration de sincère tristesse » qu'il fit à la Chambre des communes, il proclama :

« Je laisse, à la nation, aux Etats-Unis, au monde et à l'Histoire, le soin de juger de notre action. »

Les événements qui ont suivi pendant la guerre lui ont largement donné raison. Dans des termes judicieusement choisis, A.J. Marder, le grand historien américain de la marine, écrit :

« Pour évaluer l'attitude britannique, il faut prendre en compte la façon dont la situation apparaissait aux décideurs à l'époque... le 3 juillet 1940, avec l'information dont disposait le gouvernement, leur réaction est à la fois compréhensible et défendable. »

L'opération "*Catapult*" eut des répercussions considérables sur Franklin D. Roosevelt et sur l'opinion américaine. En réagissant de façon impitoyable face à son ancien allié, Churchill dissipa, une fois pour toutes, les doutes qui pouvaient subsister sur la détermination britannique à combattre Hitler jusqu'au bout. Le fait que la Grande-Bretagne, même si elle était vaincue, ne laisserait pas sa marine tomber aux mains d'Hitler, était évident.

Cela changea totalement le cours de la guerre. Sans ce « coup effroyable » survenu à Mers el-Kébir, l'histoire de la Grande-Bretagne, et du monde, aurait suivi une toute autre trajectoire.

De manière compréhensible, il n'a jamais été facile pour la France d'accepter cette journée de juillet 1940. Lors des conférences auxquelles j'ai participé ces dernières années avec des spécialistes français d'histoire militaire, j'ai constaté une tendance croissante à accepter le caractère historique inéluctable de l'opération « *Catapult* ». Toutefois, soixante ans après, les Français ne sont pas tous d'accord.

Quelle fut la réaction du général de Gaulle à ces événements tragiques ? Il ne fait aucun doute que Churchill était inquiet. Quand il montra à Edward Spears l'ultimatum

qu'il destinait à l'amiral Gensoul le 2 juillet, il lui demanda, en sa qualité de représentant du gouvernement britannique auprès du général de Gaulle, de ne rien lui révéler avant le lendemain.

Le 3 juillet, Spears en informa de Gaulle. Après un moment de silence, de Gaulle assura qu'il pensait que l'amiral Gensoul accepterait l'une des quatre options qui lui avaient été proposées. Dans la soirée, de Gaulle apprit ce qu'il s'était passé. Lorsqu'il s'entretint avec Spears, il était calme mais triste. Il déclara que, bien que l'opération ait pu sembler inévitable d'un point de vue britannique, il n'en était pas lui-même convaincu. Pouvait-il continuer de travailler avec le gouvernement britannique ? Il envisageait de se retirer de la vie publique, d'aller au Canada et de vivre comme un citoyen ordinaire. Lorsqu'il fit son rapport à Churchill, Spears évoqua la « magnifique dignité » de De Gaulle.

Le matin suivant, Spears avait rendez-vous avec de Gaulle. Celui-ci avait renoncé à démissionner. Il acceptait le fait que les Britanniques aient été contraints de mener cette opération. Le 8 juillet, il s'adressa aux Français par radio pour leur dire que ce qui s'était passé était « déplorable et détestable ». Mais il fit clairement comprendre qu'il était préférable que leur grande flotte soit envoyée par le fond, plutôt qu'elle soit utilisée par l'ennemi à l'encontre de la cause de la liberté.

De Gaulle prouva ainsi qu'il était un allié solide. Il reconnut que Mers el-Kébir avait modifié sa propre position personnelle (il existe encore quelques historiens français qui suggèrent que les relations de dépendance que Pétain entretenait à cette époque avec Hitler étaient comparables à celles qui liaient de Gaulle à Churchill). Au moment où la bataille se déroulait en Méditerranée, les navires français qui se trouvaient dans des ports anglais avaient été saisis par les forces britanniques. De Gaulle admit que cette action avait empêché les marins français de rejoindre les rangs des Français libres. Mais, il convint également que les Allemands auraient probablement agi de la même façon si ces navires s'étaient trouvés dans des ports français.

Pour de Gaulle, la priorité absolue était de gagner la guerre et, en juillet 1940, la seule façon d'y parvenir était que la France libre fasse alliance avec la Grande-Bretagne. En l'acceptant, il prouva qu'il était un immense homme d'Etat.

Une première version de cet article a été publiée dans le Daily Mail du 25 novembre 1999

La France libre et la BBC

Martyn Cornick

Alors qu'un sombre nuage recouvrait la France – la journée du 18 juin – date anniversaire de la bataille de Waterloo, apporta une lueur d'espoir. Cet espoir contribuerait à instaurer le mythe transcendant de la « France libre ». Ce soir d'été, l'appel radiophonique du général de Gaulle – qui avait été approuvé par Winston Churchill contre l'avis initial du Cabinet de guerre – marqua le début d'une relation de guerre fructueuse entre les Français de Londres et la BBC. Celle-ci se prolongerait avec succès pendant les quatre années suivantes jusqu'au jour J du débarquement et se poursuivrait même au-delà. De l'effondrement de la France jusqu'à la Libération, la BBC a mené la guerre sur les ondes et joué un rôle non négligeable. En dépit de nombreuses vicissitudes, elle a contribué à ce que l'opinion publique française bascule de l'attentisme – qui était supposé être celui du régime de Vichy du maréchal Pétain – au soutien des Alliés et de la France libre. La BBC interviendrait également en alimentant et en soutenant les forces de la Résistance, au sein même de la France. Comme cela a été le cas au début de l'Occupation, la BBC a joué un rôle déterminant à la fin du conflit, en diffusant de nombreux « messages personnels » codés qui permirent de prévenir les forces de la Résistance de l'imminence du débarquement en Normandie.

Quand de Gaulle prit la parole le 18 juin, il fut presque impossible, à Londres, d'évaluer l'impact de son discours. Aujourd'hui, les historiens s'accordent à estimer que les Français qui ont entendu l'appel lors de sa retransmission étaient peu nombreux. Toutefois, la bouche à oreille permit, grâce à la radio allemande et suisse, grâce à des articles parus dans la presse régionale française et grâce à l'appui de nouvelles diffusions radiophoniques, à la nouvelle de se propager : il existait à Londres, les prémices d'une France libre « dissidente » affirmant que la France n'était pas seule. Elle était soutenue par l'empire Français, l'empire britannique et sa marine invincible et par la puissance industrielle des Etats-Unis. L'appel du général de Gaulle se terminait par des mots qui permettraient d'instaurer le mythe qu'il avait, ainsi que ses compagnons, besoin de développer : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »

Depuis le début de l'Occupation, on savait que la radio jouait un rôle essentiel dans l'effort de propagande des belligérants. Dix jours après l'appel du général de Gaulle, Churchill parlait de « l'effondrement de la France » avec ses invités dans sa demeure de Chequers. Alexis Léger, qui avait été ministre des Affaires étrangères, était présent. Selon lui, il était possible d'influencer les Français : « grâce à l'usage intelligent de la presse et de la TSF. La radio anglaise est plus écoutée en France que ne l'est la radio française, et elle est la seule, actuellement, à diffuser des informations issues de sources objectives. » Cette réputation d'impartialité que la BBC avait acquise durant « la drôle de guerre » serait primordiale tandis que grandissait la méfiance suscitée par la presse et la radio en France, en zone libre comme en zone occupée.

Après la conclusion de l'armistice franco-allemand, à partir du 1^{er} juillet 1940, 45 minutes de temps d'antenne furent allouées quotidiennement au service français de la BBC. Le programme français débutait par un bulletin d'informations diffusé de 20h15 à 20h30. Les nouvelles étaient écrites par des Britanniques et lues par des présentateurs français. Elles étaient suivies par « Ici la France » qui se terminait à 21h.

Par la suite, le temps d'antenne accordé à l'équipe française et le nombre de longueurs d'ondes sur lesquelles étaient émises ses programmes furent augmentés. Ainsi, elle disposait de 3 heures et demie par jour en septembre 1940, de plus de 5 heures en 1942 et de six heures en mai 1944. A la demande de Churchill, ces programmes comprenaient 5 minutes dont les Français libres pouvaient faire ce qui bon leur semblait et qui n'étaient pas soumises à censure : cette partie s'intitulait « Honneur et Patrie ». De Gaulle y intervint lors de grandes occasions, 67 fois au total, mais il en confia les rôles à un journaliste de l'agence Havas, Maurice Schumann. Ce dernier était un homme de lettres talentueux et un présentateur remarquable : il réalisa plus d'un millier d'émissions entre le 18 juillet 1940 et le 30 mai 1944.

Suivait le programme phare de la France libre, rebaptisé après le 6 septembre 1940 : « Les Français parlent aux Français ». Son équipe, sous contrat avec la BBC, était dirigée par un homme de théâtre, Jacques Duchesne, pseudonyme de Michel Saint-Denis. Il était assisté de Jean Marin (journaliste), de Maurice Van Moppès (chanteur et artiste), de Jean Oberlé (peintre), de Pierre Bourdan (un autre journaliste de l'agence Havas), de Jacques Brunius (poète) et de Pierre Lefèvre (un élève de Duchesne). Comme le montrent leurs textes, leur originalité consistait en un mélange inventif de commentaires politiques sérieux parfois parsemés de mots plein d'esprit, de slogans et de chansons. Ils introduisirent de courtes émissions dans lesquelles les auditeurs pouvaient se reconnaître et s'identifier tels que la « Petite Académie » et « Les trois amis ». Bien qu'apparemment improvisées, elles étaient habilement rédigées et chaque mot, soigneusement pesé. Les indicatifs sonores qui introduisaient les émissions figuraient parmi leurs plus grands succès. Ainsi, celui créé par Jean Oberlé qui commençait sur l'air de « La Cucaracha » et qui visait la principale radio parisienne collaborationniste : « Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand ». Maurice Van Moppès, quant à lui, fit preuve d'un grand talent comme parolier. Il parodia des chansons à la mode, comme avec le grand succès de Charles Trénet « Boum », pour mettre en avant les Alliés et de la France libre. Le « Courrier de France » figurait également au nombre des émissions populaires : un court temps d'antenne était consacré à commenter le courrier des auditeurs. Cela avait beaucoup d'importance pour la BBC qui pouvait ainsi évaluer et afficher son influence.

Le feed-back du public était fondamental. Il permettait d'obtenir des informations sur la qualité de la réception radiophonique, sur les réactions des auditeurs et sur le moral général du public. Cette partie des opérations était coordonnée par l'*European Intelligence Department* (le service de renseignement) de la BBC. La section française était dirigée par un ancien journaliste de l'agence Havas, Emile Delavenay, employé à plein temps par la BBC. La mission de son service consistait à maintenir par tous les moyens possibles le contact avec le public, à analyser toutes les informations disponibles concernant les conditions de réception et les réactions des auditeurs en France et de faire part de ses résultats aux parties intéressées à Londres. Ces renseignements étaient recueillis par le biais de différents canaux : en plus des journaux français transmis sous forme de microfilms par l'ambassade de Grande-Bretagne à Lisbonne et des écoutes, réalisées à Caversham et Evesham, des programmes diffusés par les radios françaises, les services de renseignement comptaient aussi sur le courrier des auditeurs et, plus tard, sur plus de 500 entretiens réalisés avec des personnes revenant de France. Les lettres donnaient non seulement des informations concernant la réception des émissions, mais elles permettaient également de se faire une idée de l'état d'esprit du public ; de plus, on y répondait souvent à l'antenne de façon à encourager les gens à rester à l'écoute. Une fois que les informations avaient été réunies, des synthèses étaient diffusées deux fois par mois aux membres dirigeants des différents services de la BBC. Elles étaient également

adressées au ministre de l'Information et, plus tard, au *Political Warfare Executive* (PWE, la Direction de la guerre politique) avec qui le *Intelligence Department* (service de renseignement) de la BBC et les Français libres travaillaient en étroite collaboration.

Les commentaires des auditeurs, une fois recoupés avec d'autres sources, faisaient clairement apparaître que la BBC était la source d'informations concernant l'évolution du conflit qui inspirait le plus confiance au public français, car on savait que la BBC et l'équipe des Français libres n'hésitaient pas à signaler les revers des alliés. Le revirement de l'opinion en faveur de la Grande-Bretagne est directement lié à la révélation des événements qui se produisaient hors de France. Au début de l'Occupation, la bataille d'Angleterre joua un rôle primordial dans ce processus : son succès relatif permit au peuple français de reprendre espoir. La ténacité des Britanniques pendant le Blitz se révéla exemplaire : dès le début de septembre 1940, des études de la BBC commencèrent à faire apparaître ce que les responsables des programmes espéraient. « L'opposition à l'envahisseur se manifeste sous une forme de résistance passive ou par des sabotages. L'occasion nous est offerte de faire prendre conscience aux Français de leur participation à la lutte. La BBC a un rôle à jouer dans ce processus. Il peut notamment consister à informer les Français des actions menées par d'autres, Français ou non Français sous domination allemande et à guider la résistance passive et les opérations de sabotage de manière à les rendre plus efficaces sans mettre des vies en danger inutilement. Tous les indices, signes et slogans qui peuvent faciliter l'interprétation des nouvelles, renforcer leur impact, visuellement ou par la répétition, doivent avoir place dans nos programmes. Ils peuvent contribuer à renforcer la résistance et à répondre au besoin psychologique de solidarité de la résistance désarmée. »

Au fil du temps et malgré les sanctions infligées par les Allemands et le régime de Vichy – sanctions qui conduisaient à la confiscation des postes de radio ou même à des arrestations – il devint évident que la BBC avait su gagner le cœur des Français. A l'époque, le gaulliste André Philip reconnaissait que le « socle de la résistance a été bâti par la BBC ». De son côté, le résistant Raymond Aubrac estimait que la BBC avait été le « ciment » de la résistance tandis que le grand chef résistant, Georges Bidault, écrivait par la suite que c'était la BBC qui avait « fait » de Gaulle. Tout compte fait, le rôle joué par la BBC dans le succès de la France libre – qu'elle a contribué à faire passer du mythe à la réalité – est un magnifique exemple de coopération franco-britannique.

Exemples de « messages personnels » codés diffusés par la BBC

L'émission « *Les Français parlent aux Français* » commençait souvent ainsi (diffusion du 25 décembre 1943):

--« *Ici Londres. Voici quelques messages personnels:*

--*Le petit lapin blanc envoie tous ses vœux à ses amis et au père lapin.*

--*Elise va donc à la fontaine.*

--*Le Loing est une rivière rapide. Nous disons: le Loing est une rivière rapide.*

--*Maurice, né le 28 février 1916, est à Londres, embrasse oncle Roger, tante Marcelle et cousins.*

--*Bouzi souhaite bon Noël à Bouza, Mickey et Pips. »*

Les messages de ce genre étaient effectivement souvent personnels : par le biais de surnoms ou de phrases codées, des Français faisaient ainsi savoir à leur famille qu'ils étaient arrivés sains et saufs à Londres.

Le message le plus célèbre a été diffusé plus tard, peu avant le débarquement et le Jour J en 1944. A cette époque, les réseaux de la Résistance étaient en place et savaient que le débarquement se ferait tôt ou tard. Le 1^{er} juin 1944, une succession de 160 messages fut diffusée afin de placer tous les réseaux de la Résistance en alerte. L'un des plus inoubliables, si ce n'est le plus illustre d'entre eux, est un message destiné au réseau « Ventriloquist » dans l'Indre. Il s'agissait d'un vers extrait (sous une forme légèrement altérée) d'un poème de Paul Verlaine.

« *Les sanglots longs des violons d'automne.* »

Ce message donnait aux résistants de ce réseau l'ordre de saboter des installations ferroviaires.

Le 5 juin, une nouvelle série de messages d'exécution était diffusée à différents réseaux, dont la suite de la strophe de Verlaine, toujours destinée au « Ventriloquist » :

« *Bercent mon cœur d'une langueur monotone.* »

Ce complément donnait le signal de passer immédiatement à l'action.

De Gaulle, la France et l'Union européenne

Helen Drake

L'une des difficultés politiques sous-jacentes de la Ve République consiste à gérer l'héritage du général de Gaulle dans une France qui est, par définition, post-gaulliste. Ce problème est particulièrement flagrant dans le domaine des relations de la France et de l'Union européenne, à un moment où la France en assure la présidence. C'est là que la mémoire et le mythe de De Gaulle ont été dernièrement le plus invoqués par des hommes politiques gaullistes qui cherchent à s'opposer, si ce n'est à inverser, l'engagement toujours plus affirmé de la France en faveur de l'intégration européenne. Cette opposition représente un sérieux défi que devront relever le Président, Jacques Chirac, et le Premier ministre, Lionel Jospin : il s'agit de réinventer l'identité nationale française dans le système international du XXI^{ème} siècle. Prises dans leur ensemble, les listes eurosceptiques se sont classées en deuxième position, lors des élections européennes de 1999 en France, après le Parti socialiste, et ceux qui se sont auto-proclamés « vrais » Gaullistes - tel Charles Pasqua, ministre dans le précédent gouvernement - et appellent à un retrait français de l'euro dans des termes qui font référence au credo du général de Gaulle sur la souveraineté nationale et l'indépendance.

Alors que la politique européenne de De Gaulle peut être, et est souvent, uniquement définie par ses objectifs - l'autonomie nationale, la souveraineté et l'indépendance - dans la pratique les relations de avec la Communauté européenne naissante ont été complexes. De Gaulle, après tout, est connu pour avoir plaidé pour une Europe forte, conçue comme une alliance stratégique entre nations européennes, encouragées par la France à conclure un traité exprimant leur volonté commune d'agir comme un bloc indépendant dans un système international. Cette conception constructive, si ce n'est volontaire, de l'Europe, est marquée du sceau personnel du général de Gaulle notamment en ce qui concerne la réconciliation franco-allemande, la mise en œuvre d'une politique communautaire dans des secteurs d'intérêt national, tel que l'agriculture, sa vision d'une réunification des Etats-nations européens après la guerre froide et dans ses rapports partagés entre amour et haine avec la Grande-Bretagne. Dans le même temps, de Gaulle a tout fait pour saper les institutions de la Communauté européenne, dont il a hérité en 1958, et qu'il a ouvertement tenté de remplacer en 1961-62 par son propre traité pour une « Union des Etats ». De Gaulle a publiquement tourné en dérision les institutions communautaires. Ses graves attaques contre l'atlantisme et le manque de patriotisme de personnalités telles que Jean Monnet ou Walter Hallstein sont célèbres, ainsi que ses interventions destinées à entraver la marche de leurs affaires.

Pourtant, avec du recul, de Gaulle avait remarquablement pressenti les limites de ce qu'on appelle la méthode communautaire, dans la construction d'une entité politique à la dimension de l'Europe. Il peut même être considéré comme étant celui qui a présenté une alternative possible au supranationalisme des pères fondateurs, cette alternative prenant la forme d'une coopération internationale de haut niveau et conduisant, le cas échéant, à engager conjointement des actions communes dans des domaines d'intérêt stratégiques se recoupant partiellement. Dans les années 1960, les états membres, partenaires de la France, trouvaient ce changement d'orientation trop risqué par rapport aux nouvelles normes de la coopération européenne. Mais à partir du milieu des années 1980, la Communauté européenne, puis l'Union, ont adopté ces

alternatives afin de soutenir une Europe élargie et renforcée. De Gaulle aurait certainement approuvé, par exemple, le renforcement du poids, à partir du milieu des années 1980, du Conseil de l'Europe devenu une tribune où sont établies les orientations politiques de l'Union européenne et où sont prises ses principales décisions politiques. Il aurait également favorisé « une étroite coopération » entre les Etats membres prévue par le Traité d'Amsterdam, un texte destiné à permettre aux Etats membres qui le souhaitent d'avancer plus rapidement que leurs voisins dans un certain nombre de domaines. De telles innovations dans l'élaboration des politiques de l'Europe communautaire figurent actuellement parmi les priorités de la prochaine présidence française de l'Union européenne (juillet-décembre 2000) qui y voit un moyen de faciliter et de réaliser l'élargissement de l'Union. Elles apparaissent sous une forme très proche dans le projet de traité de De Gaulle d'Union des Etats, et finalement, sont peut-être arrivées aujourd'hui à maturité.

En effet, dans la mesure où l'idée de la France, telle que se la représentait le général de Gaulle, peut être définie comme un dispositif permettant à la nation française de se réinventer elle-même dans des temps nouveaux et troublés – juin 1940, mai 1958 – alors, les actuels dirigeants français sont en phase avec l'esprit du gaullisme. L'insistance de Jacques Chirac pour que « l'Europe » soit considérée comme une partie intégrante de la politique française, plutôt que comme un problème extérieur ; la détermination publiquement affirmée de Lionel Jospin d'équilibrer les contraintes et les opportunités issues de l'arène européenne et de voir dans l'engagement de la France dans l'Union européenne, un moyen de reconstruire un consensus national, sont autant de reflets d'une certaine idée de la France.

François Mitterrand, pendant les quatorze années qu'il a passées à la présidence, de 1981 à 1995, a fait autant, si ce n'est davantage, que le général de Gaulle pour parvenir à l'élaboration d'un calendrier de l'intégration européenne conforme à sa définition de l'intérêt national. Le chemin qu'il a parcouru pour renforcer l'engagement de la France en faveur d'une Europe élargie a débuté par sa participation au projet d'Acte unique européen, en 1985, pour culminer avec l'accord franco-allemand sur le Traité de Maastricht, texte constitutif de l'Union européenne, grâce à l'instauration de l'UEM (Union économique et monétaire) et d'une politique étrangère commune. François Mitterrand a souvent été décrit comme étant plus gaulliste que de Gaulle lui-même dans sa vision de l'Europe, présidentielle et puissante, qui repose sur une France et une Allemagne unies par de puissants liens. Mais c'est également François Mitterrand qui a présidé aux transferts de la souveraineté et de l'autonomie françaises sous la forme d'amendements à la constitution de De Gaulle. Cela a été interprété comme une rupture avec la tradition gaulliste en termes de questions européennes et a motivé la résistance de ceux qui se considéraient comme les perdants de ce processus d'intégration européenne.

L'autorité et la légitimité, dont jouissait le général de Gaulle, constituaient d'importants atouts qui lui permettaient de défendre les intérêts français, ou comme il le disait lui-même, d'agir au nom de la nation française. En revanche, la fin de la présidence de François Mitterrand a été marquée par un déclin profond de son prestige personnel, ce qui a également entraîné un affaiblissement de l'influence française en Europe, et favorisé le renforcement, en France, du scepticisme face au projet européen. Après avoir constitué un mythe mobilisateur, le projet de grandeur française en Europe est devenu source de discorde dans la France de Mitterrand et a favorisé le développement d'un sentiment de trahison par rapport aux idéaux du général de Gaulle.

Gérer le changement et la résistance au changement en s'appuyant sur un régime autoritaire, a constitué l'essence même du gaullisme à l'époque de De Gaulle. Le défi de la cohabitation Chirac-Jospin consiste à assurer la direction des affaires européennes de manière crédible pour les Français, convaincante pour Bruxelles et à gérer les changements suscités par l'europanisation de la vie française. A cet égard, le partage du pouvoir entre le Président et le Premier ministre ne doit pas être considéré comme négatif en soi, mais plutôt comme la marque de l'abandon de l'hyper-présidentialisme de De Gaulle. Il a été accueilli favorablement par une population, moins soucieuse, ces dernières années, d'accorder une confiance aveugle, ou un pouvoir trop fort, à ses dirigeants. De la même façon, la volonté clairement manifestée du gouvernement d'importer de nouvelles idées lorsqu'il élabore sa politique européenne, peut être interprétée comme le signe d'une tentative pour raviver le consensus national autour de l'avenir de la France dans l'Europe.

L'affirmation du principe de subsidiarité, l'introduction dans le débat national de concepts tel que celui d'une « Fédération d'Etats-nations », lorsque l'on évoque l'avenir d'une Europe élargie, ainsi que le changement de dimension des relations franco-germaniques, en sont de parfaites illustrations.

En résumé, le gaullisme – comme source d'inspiration pour des dirigeants cherchant à revaloriser l'image que la France a d'elle-même dans un monde qui a changé, tout en encourageant son patriotisme– n'a rien perdu de son actualité dans la France post-gaulliste par rapport à 1940.

Un tournant dans l'histoire : la place du 18 juin dans les programmes scolaires français

Jane Marshall

L'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle continue de résonner en France de génération en génération. Tout jeune français aura étudié ce moment décisif de l'histoire, au moins une fois, si ce n'est pas trois, au cours de sa scolarité.

Il est courant pour les instituteurs d'élèves âgés de neuf à onze ans de faire figurer l'appel parmi les dates et les événements les plus importants d'histoire de France, tout comme Verdun, le 11 novembre 1918 et le 8 mai 1945.

L'histoire du XX^{ème} siècle, qui comprend la Seconde guerre mondiale et l'appel, figure au programme des classes de 3^{ème}, soit lors de la dernière année du collège lorsque les élèves, qui ont généralement 15 ou 16 ans, sont encore dans l'obligation d'être scolarisés. Tous les jeunes qui poursuivent leur scolarité au lycée – ils représentent environ 70 % de leur classe d'âge – étudient à nouveau l'événement en classe de terminale dans le cadre des cours d'histoire qui préparent à l'épreuve du baccalauréat.

Chaque année, 50 000 élèves du secondaire, intéressés par de Gaulle et la Seconde guerre mondiale, participent au concours national de la Résistance et de la Déportation, qui est officiellement soutenu par le ministère de l'Education nationale. L'épreuve individuelle consiste en une dissertation de 3 heures réalisée dans des conditions d'examen. Des groupes ou des classes entières peuvent également participer en présentant des expositions, des interviews ou des vidéos.

Comme c'est le cas de tous les sujets enseignés dans le système français, les professeurs d'histoire sont tenus de suivre un programme scolaire précis, tout particulièrement en classes de troisième et de terminale qui se clôturent toutes deux par des examens nationaux, le brevet des collèges et le baccalauréat.

Malgré tout, les professeurs d'histoire disposent d'une grande latitude dans leur façon d'enseigner. Les manuels scolaires sont habituellement écrits par des enseignants et des universitaires mais publiés par des maisons d'édition indépendantes, ce qui laisse le choix aux professeurs et aux écoles. La possibilité de rendre le sujet plus vivant comprend la projection de films tels que ceux produits par le CNDP, le centre national de documentation pédagogique, dont les thèmes incluent le nazisme, la résistance, de Gaulle et son appel, les alliés et des témoignages de guerre de première main – d'anciens soldats, des résistants ou l'un des participants à la Libération de Paris et de son Hôtel de Ville.

« En classe de troisième, le général de Gaulle est présenté comme un homme résolu, celui qui dit « Non ! », le résistant », explique Dominique Borne qui a été inspecteur général de l'Education nationale et a exercé les fonctions de doyen du groupe histoire et géographie. « L'appel est souvent présenté par opposition au maréchal Pétain ».

Un manuel scolaire typique montre habituellement les deux hommes sur des pages qui se font face – une affiche de Pétain affirmant que la nation n'a été ni vendue, ni trahie, ni abandonnée, accompagnée d'extraits de ses discours des 17 et 20 juin, avec, sur la page opposée, la célèbre photo du général de Gaulle lançant son appel à la résistance au micro de la BBC, à Londres, accompagnée du texte de son discours.

Présentés conjointement, ils illustrent les choix possibles : résignation et défaite d'un côté, poursuite de la lutte, de l'autre.

« Même les jeunes de 15 ans doivent s'intéresser de près à cet événement » affirme Hubert Tison, Secrétaire général de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), forte de 11 000 membres, et professeur de lycée à Paris. « C'est une date qui, dans l'histoire française, explique l'importance du général de Gaulle pour la France. Il n'était pas le seul résistant mais il a indiscutablement incarné une certaine idée de la France ».

En terminale, l'étude est plus poussée et plus analytique. « Nous insistons sur les deux visages de la France » explique Hubert Tison. « Vichy, l'arrivée de Pétain, l'acceptation rapide de l'armistice, la collaboration officielle et ses conséquences. Mais il y avait aussi la vie quotidienne : la grande majorité des Français devait surmonter des difficultés. Au début, ils avaient foi en Pétain, le vainqueur de Verdun, qui était très populaire et n'était pas considéré comme un traître. Mais, petit à petit, les Français ont commencé à se méfier de l'occupation tandis que grandissait la réputation du général de Gaulle. Il était peu connu de la plupart des Français en raison de la censure de la presse. Ils ignoraient à quoi il ressemblait et certains ne connaissaient que sa voix. Ils ne l'ont vraiment découvert qu'en 1944. »

L'enseignement de l'histoire, y compris de la Seconde guerre mondiale, est obligatoire dans tous les lycées quelle que soit leur spécialité. Dans les lycées d'enseignement général, le coefficient de l'épreuve d'histoire est légèrement plus élevé dans les filières littéraire et économique que dans la filière scientifique, mais tous les candidats au baccalauréat ont à répondre aux mêmes questions à l'examen. Dans les lycées professionnels, où les enseignements technologiques et professionnels occupent une place plus importante, le temps consacré à l'enseignement de l'histoire est plus restreint mais, les élèves continuent toujours d'étudier la Seconde guerre mondiale.

« Le 18 juin marque le début d'une autre France, un espoir de liberté » déclare Hubert Tison. Pour expliquer, la Ve République et l'émergence de De Gaulle comme leader européen, « nous devons d'abord retracer son arrivée. L'appel a constitué la première étape dans la marche qui l'a menée à devenir un homme d'Etat différent de tous les autres, celui qui a résisté depuis le début. »

Malgré certaines divergences entre la Grande-Bretagne et la France, le rôle vital de l'Angleterre dans le succès de De Gaulle est mis en avant. « Winston Churchill lui a offert la possibilité de s'exprimer à la radio. Sans son appui, le général de Gaulle n'aurait rien pu faire. » explique Hubert Tison. « Churchill avait pleinement conscience de l'importance que pouvait avoir de Gaulle en Angleterre, dans la lutte contre les Nazis. Il avait besoin de tous les Français qui pouvaient contribuer à l'effort de guerre. En terminale, nous avons l'occasion d'expliquer la résistance de la Grande-Bretagne et son isolement. » La place réservée aux Britanniques pendant la guerre est plus importante, par exemple, que celle qui est consacrée aux Américains.

L'étude de la Seconde guerre mondiale, y compris de l'appel, fait partie du programme scolaire depuis le début des années 1960, auparavant, l'enseignement de l'histoire prenait fin en 1939. Mais, Dominique Borne précise que, bien que « nous évoquions les Français libres, la résistance et la collaboration, il n'était pas fait mention des Juifs ou du génocide, qui n'ont été ajoutés qu'à la fin des années 1970. »

Le programme scolaire national évolue constamment : il est modifié tous les cinq ans environ. Même si c'est le ministre de l'Education qui en assume la responsabilité, c'est le Conseil national des programmes qui en contrôle l'élaboration en tenant compte des nouvelles recherches et après avoir consulté des organismes tels que le Groupe technique disciplinaire d'histoire-géographie, dont fait partie l'APHG. Des groupes de

pression tels que des associations d'anciens résistants font également valoir leurs opinions.

Hubert Tison souhaite que le programme scolaire national soit le même pour tous les enfants, quelque soit leur origine. Il estime qu'il est important d'inculquer une culture commune. Il ne croit pas que l'enseignement d'un programme, qui soit le même pour tous, puisse créer des tensions dans un pays où de nombreux citoyens ont des origines étrangères. Les enseignants d'histoire peuvent, par exemple, parler de la contribution de l'Afrique du Nord, dont les soldats constituaient plus de la moitié des contingents qui ont libéré l'Alsace. Il est également possible d'évoquer l'histoire locale : le maquis à Grenoble, les Bretons qui ont rejoint de Gaulle en Angleterre, la maison natale du général de Gaulle à Lille, les musées de province comme celui de Besançon...

Le souvenir du général de Gaulle et de son appel radiophonique historique va prochainement être ravivé. A l'occasion du soixantième anniversaire de l'appel, le président Jacques Chirac inaugurerà un nouvel et vaste espace - dédié au général de Gaulle, à la Seconde guerre mondiale, à la France libre et à la France en armes - au Musée de l'armée aux Invalides, à Paris. Le microphone de la BBC dont s'est servi le général pour s'adresser à la nation française y est exposé.

Des informations supplémentaires concernant le général de Gaulle peuvent être obtenues sur le site internet de la Fondation Charles de Gaulle : www.charles-de-gaulle.org.

De Gaulle : le grand absent des programmes scolaires britanniques

Anne Corbett

En Angleterre et au Pays de Galles, les professeurs de l'enseignement secondaire doivent s'assurer que tous les élèves ont étudié au cours de leur scolarité « quelques-uns des personnages, événements et innovations marquants du XXe siècle ». Il s'agit d'une obligation du programme scolaire. Les professeurs disposent d'environ un trimestre et demi pour dispenser ce cours. Les événements qu'ils doivent enseigner comprennent les deux guerres mondiales, l'Holocauste et la guerre froide. Les personnalités peuvent être Churchill, Mussolini, Staline et Roosevelt, mais pas de Gaulle, ni Adenauer et les fondateurs de la Communauté européenne. Les manuels scolaires portant sur cette période, choisis au hasard, ne font aucune mention du général de Gaulle.

Le général de Gaulle devrait être plus présent dans les esprits alors que nous approchons du 60^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940. Mais seuls quelques rares élèves sauront que, durant la courte période de ce sombre été 1940, comprise entre l'évacuation « victorieuse » de Dunkerque et le triomphe de la bataille d'Angleterre - que les Britanniques s'approprient à célébrer - Churchill a pris une décision dont il espérait qu'elle permettrait à la France et à son empire de demeurer du côté des alliés.

Comme les derniers gouvernements britanniques n'ont pas estimé que l'histoire devait être une matière majeure pour les élèves de moins de 16 ans - l'âge minimum de la scolarité obligatoire - le programme d'histoire, évoqué ci-dessus, est seulement enseigné aux élèves lorsqu'ils atteignent l'âge de 13 ou 14 ans. Quelques élèves étudieront les causes et les conséquences de la Seconde guerre mondiale en vue des examens qu'ils passeront à 16 ans environ (pour le GCSE, *General Certificate of Secondary Education*) et autour de 18 ans, avec le GCE et le A level. Mais il n'est pas sûr que les connaissances qu'ils auront acquises concernant de Gaulle et la France seront très approfondies. C'est l'Occupation, et non la France libre et la Libération, qui a été citée en exemple comme constituant un sujet « populaire ».

Le temps n'est-il pas venu pour l'histoire britannique, à l'occasion de ce 60^e anniversaire, de retenir quelque chose de « l'homme du 18 juin » ? Certaines questions liées au 18 juin sont intemporelles, et présentent un intérêt particulier pour comprendre les relations que l'Angleterre entretient aujourd'hui avec la France. Comme l'auteur d'une biographie du général de Gaulle le souligne, l'oeil de lynx de Churchill a su reconnaître l'homme du destin. Le jugement que Churchill a porté sur de Gaulle en juin 1940 a permis d'enclencher un processus qui - de Gaulle lui-même, et les historiens en conviennent - a conduit le général à descendre les Champs-Élysées quatre ans plus tard, pour célébrer la Libération de Paris et la renaissance de la démocratie française. Cet événement a été le prélude à la prééminence de De Gaulle dans la vie française pendant un quart de siècle et à son accession à la scène internationale.

Le processus qui a conduit Churchill à estimer qu'un jeune général français inconnu, certes audacieux et obstiné, pouvait devenir le chef d'un groupe de Français qui soutiendrait la cause alliée, comportait des épisodes qui doivent paraître surprenants à la génération d'élèves actuelle.

Lors d'une réunion, le 16 juin, Churchill discutait avec de Gaulle de la possibilité d'une union entre la France et la Grande-Bretagne : un seul gouvernement, un seul

parlement, une seule nationalité. Il s'agissait de l'une de ces hypothèses émises sous la pression des événements. Le 18 juin, Churchill fournissait à de Gaulle une arme qui avait bien plus de valeur. De Gaulle était autorisé à se servir de la BBC pour adresser son message aux Français, les inviter à rejoindre l'Angleterre et leur affirmer, qu'en dépit de la défaite de la bataille de France et de l'armistice demandé par le maréchal Pétain, la France n'était ni vaincue, ni seule. Churchill a joué un rôle majeur dans la l'évolution de De Gaulle à un niveau que peu de leaders politiques auraient osé imaginer.

Comment les professionnels qui élaborent le programme scolaire en Angleterre et au Pays de Galles, et ceux qui l'enseignent, réagissent-ils à l'idée que de Gaulle et l'appel qu'il a lancé à Londres pour une France libre, figurent dans leurs cours ? Si le programme répond à l'objectif qui est le sien – à savoir, doter tout jeune citoyen atteignant l'âge adulte de connaissances de base concernant les guerres du XXe siècle et les relations internationales de la Grande-Bretagne – ne faudrait-il pas y inclure de Gaulle et Churchill en juin 1940 ?

La réponse à cette question illustre la « britannicité » du système britannique. Le principal historien de la *Qualifications and Curriculum Agency* (QCA), qui élabore le programme après avoir consulté l'association, des professeurs, sous le contrôle du *Department for Education and Employment* (DfEE), explique que ce n'est pas parce que le nom du général de Gaulle n'est pas mentionné que cela signifie qu'il n'apparaît pas dans les cours dispensés en classe. Le programme scolaire officiel – une innovation relativement récente au Royaume-Uni – a été conçu « pour donner à des enseignants qualifiés le maximum de latitude » explique Jerome Freeman. « Le programme définit les connaissances que les élèves doivent acquérir. L'enseignant en choisit le contenu dans un cadre général ».

Tony McAleavy, un inspecteur d'histoire dans le Gloucestershire qui bénéficie d'une bonne réputation dans la profession, affirme qu'il faudrait être un enseignant assez « nul » pour ne pas parler de la défaite et de la Libération de la France lorsque l'on aborde l'histoire du XXe siècle. Madeleine Stiles, directrice de la *Historical Association*, l'organe professionnel des professeurs d'histoire, était justement en train d'organiser une visite de la maison natale de Gaulle, à Lille, pour des professeurs, quand je l'ai contactée. Elle aussi se prononce pour que la plus grande liberté soit accordée aux professeurs qualifiés.

Son association, lorsqu'elle commente les nouvelles dispositions du programme, qui entrera en application en septembre 2000, se montre satisfaite du cadre pédagogique établi par le DfEE et la QCA qui demande aux professeurs d'équilibrer « compétences, connaissances et compréhension ». Les critiques de l'association portent sur les propositions qui insistent trop « sur ce que l'enfant devrait savoir, plutôt que de développer sa compréhension historique ».

Sean Lang, un professeur de classe de première à Cambridge, qui a été rapporteur régulier auprès du Conseil de l'Europe, se dit plutôt optimiste en ce qui concerne l'enseignement britannique de l'histoire. Il explique qu'il rencontre des professeurs français et italiens dont les manuels scolaires se déclinent en plusieurs tomes. Comme de nombreux professeurs britanniques, il considère cela comme trop didactique.

Une question précise sur de Gaulle révèle une série de critiques générales du programme d'histoire dans l'enseignement secondaire. L'inspecteur McAleavy ne voit aucun inconvénient à être cité lorsqu'il affirme que « l'histoire dans nos écoles s'arrête beaucoup trop tôt et n'est pas suffisamment internationale. » D'autres regrettent qu'il ne soit pas obligatoire d'enseigner davantage l'histoire de l'après-

guerre afin d'expliquer le monde (et l'Europe) moderne. On parle trop d'Hitler, de l'Holocauste, et de la violence de la guerre mais pas assez de nos voisins européens. Sean Lang, auteur d'un manuel préparant au GCSE qui - il était embarrassé de l'admettre - ne mentionne pas de Gaulle, estime que la France en général sort perdante du programme scolaire officiel et du GCSE. La Révolution française reste encore un sujet assez populaire mais la France au XIXe siècle est maintenant à peine étudiée. La France n'est pas considérée comme étant un pays important en comparaison avec les Etats-Unis, la Russie et l'Allemagne.

La Grande-Bretagne, l'Albanie et le Liechtenstein sont les seuls pays européens à ne pas rendre obligatoire l'enseignement de l'histoire au-delà de l'âge de 14 ans. Ces lacunes de l'enseignement en histoire ont des conséquences sur le niveau des connaissances et des compétences cruciales qu'il devrait apporter. En Angleterre et au Pays de Galles, les failles du programme d'histoire sont comblées par les médias et par les tabloïds en particulier. On parle des guerres du bœuf ou des camionneurs français, la caricature est de mise, comme si nous en étions toujours à combattre Napoléon.

Les jeunes Britanniques et le général de Gaulle méritent mieux.

Une Alliance française de province et la France Libre

Geoffrey Hare

Le 20 février 1941 Doris Delacourcelle, universitaire, épouse de Gaston, représentant civil du général de Gaulle pour le nord de l'Angleterre, fonde avec quatre amis un comité de l'Alliance française à Newcastle. Pourquoi et comment fonder une Alliance dans cette ville industrielle du nord-est de l'Angleterre? Le siège de l'Alliance française boulevard Raspail, accusée d'être un instrument de propagande nationale, a été fermé par les Allemands dès leur entrée dans Paris. Suivant l'Appel du 18 juin, le Conseil fédéral britannique de l'Alliance française se rallie au général de Gaulle, qui accepte de devenir membre du comité d'honneur de la Fédération. L'Alliance propose d'utiliser son réseau pour mettre en contact les nouveaux arrivants avec les Français de Grande-Bretagne, dans le but d'apporter au gouvernement britannique la preuve de la "cohésion française" dans la lutte menée contre l'ennemi commun.

Le 4 janvier 1941, les comités la Fédération britannique se fixent pour devoir de: "continuer la lutte par tous les moyens", et de faire de l'Alliance "le point de ralliement de tous les Alliés". Déjà, Mlle Yvonne Salmon, fille du fondateur de la Fédération, détachée de son poste universitaire pour travailler pour le compte de l'Alliance, organise conférence sur conférence en province sur la situation en France.

Le 1^{er} octobre 1941 de Gaulle devient président d'honneur de la Fédération britannique, qu'il félicite d'avoir été la première association à se rallier et à mettre son organisation au service de la France libre. Dès mi-1942, le Conseil de la Fédération britannique est officiellement chargé de la gestion des intérêts de l'Alliance dans le monde entier.

Les activités de l'Alliance française de Newcastle et leur écho auprès du public de province devraient-ils nous surprendre? La presse régionale donne de la publicité aux réunions et conférences: à la réunion inaugurale, Mlle Salmon parle des buts de l'Alliance, avant un discours sur "la propagande pour la victoire". Le comité se situe explicitement dans la mouvance de la résistance gaulliste. Selon le livre des procès-verbaux, 160 membres s'inscrivent à l'Alliance dans l'année, au tarif d'une livre par personne, ou cinq shillings pour réfugiés et étudiants.

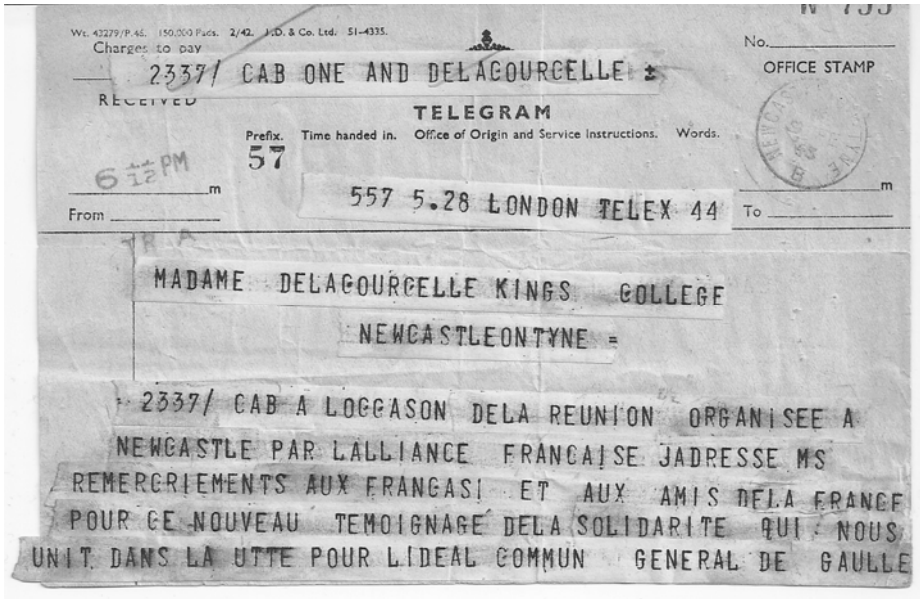
Les conférences mensuelles sont tenues au Royal Station Hotel le vendredi à 17h.30 – en hiver le samedi après-midi, couvre-feu oblige. Les conférenciers, souvent membres des Forces Françaises Libres, parlent de la résistance, de la presse clandestine, de l'aviation française et ... de poésie. On organise des cours de conversation. On fait des tricots et des collectes au bénéfice des FFL. On recherche des hébergements pour les FFL en fin de traitement dans les hôpitaux. Le Lord Mayor assiste aux réunions amicales. En février 1942 y est lu un message de félicitations du général de Gaulle. En 1943, par télégramme, le Général, remercie les membres de l'Alliance pour leur "nouveau témoignage de la solidarité qui nous unit dans la lutte pour l'idéal commun".

L'intérêt suscité à Newcastle pour la France est manifeste lors de la libération de Paris: la nouvelle étant vieille de moins d'une heure, avant une représentation au Theatre Royal, l'orchestre joue la Marseillaise – sous des applaudissements

enthousiastes. Le lendemain, dans une cérémonie solennelle, deux matelots français hissent le drapeau tricolore sur les locaux de l'Alliance française de Newcastle.

NOTES:

1. Sources d'informations : a. les archives de l'Alliance française de Newcastle upon Tyne, notamment le livre des procès-verbaux du Comité; b. Documents d'archives fournis par la Fondation de l'Alliance française, Paris; c. Maurice Bruézière, *L'Alliance française 1883-1983, histoire d'une institution* (Paris: Hachette, 1983).
2. Une première version de cet article a été publiée dans *Alliances* (Bulletin de l'Alliance Française, Paris), numéro 11 (3^e trimestre 1991), pp.14-15.



LE GENERAL DE GAULLE.

4. CARLTON GARDENS, S.W.1.

WHITENALL S444.

LE _____ 194

J'adresse aux membres de l'Alliance Française de Newcastle et à tous les amis de la France dans cette ville un message de remerciement et d'espoir. Libres ou provisoirement asservis, tous les bons Français travaillent à la libération de la Patrie. En s'associant à notre effort, les amis de la France viennent en aide à ceux qui luttent à leurs côtés. Mais aussi ils affirment leur foi dans la nation française. Français et Britanniques resteront unis dans la paix comme ils l'auront été dans la lutte et le seront dans la victoire./.

C. de GAULLE.

11 février 1942.

Conclusion

Anne Corbett and Douglas Johnson

L'accord entre Churchill et de Gaulle en 1940 ne relève pas de l'histoire ancienne. Il reste bien vivant 60 ans plus tard.

L'année qui a suivi les célébrations du bicentenaire de la Révolution française a été celle de la commémoration du centenaire de la naissance du général de Gaulle, en 1890. Les représentants de 60 pays ont dévoilé quelque 497 contributions sur le thème : « Le général de Gaulle en son siècle ». Le principal organisateur de cette conférence, qui a ensuite publié l'ensemble de ces travaux en sept volumes, a tenté d'évaluer les conclusions des participants concernant l'importance de l'œuvre de De Gaulle. Il y a eu consensus général pour que, quelle que soit la classification, ce soit le discours du 18 juin qui soit placé en premier ainsi que son rôle dans la Libération de la France.

L'histoire du général de Gaulle compte de nombreux moments illustres après la Libération. Il est remarquable, qu'avec la collaboration de la Grande-Bretagne, la France ait pu faire partie des puissances qui ont occupé l'Allemagne et qui ont obtenu un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Ceci en fonction du principe, qui a été suivi pendant tout le XXe siècle, selon lequel il était de l'intérêt national britannique qu'il existe une France puissante et unie. Une autre réalisation de De Gaulle a été de parvenir à une réconciliation entre la France et l'Allemagne. Cela aussi, relevait de l'intérêt britannique. La première étape de cette réconciliation a eu lieu le dimanche 14 septembre 1958. Konrad Adenauer, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, a rendu visite au général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises. Comme l'a écrit Charles Williams, le biographe anglais de De Gaulle, « pour la première et dernière fois de sa vie, Charles de Gaulle avait invité un autre homme d'Etat – un Allemand de surcroît – à partager l'intimité de sa résidence privée. »

De Gaulle a instauré la Ve République, il a pourvu la France d'un régime politique stable, qui a duré pendant plus de 40 ans, et d'un gouvernement efficace qui a contribué à la modernisation de la France. Il a mis fin à la guerre d'Algérie et amené un processus complet de décolonisation. Il a accompli tout cela avec détermination, même s'il confessait éprouver une certaine nostalgie du passé, et regretter, par exemple, la douceur des lampes à huile ou la splendeur de la marine à voile. Il a doté la France de la puissance nucléaire. Il a accepté le traité de Rome et bien que sa vision d'une Europe unie n'ait pas coïncidé avec celle de la plupart des fondateurs de l'Europe, sa comparaison entre la construction de l'Europe et celle d'une cathédrale médiévale mérite considération.

Un autre succès de De Gaulle vient d'être reconnu ces dernières semaines. Ses « Mémoires », qui relatent à la fois ses années de guerre et le récit inachevé de son retour au pouvoir en 1958, ont paru dans la célèbre collection de « La Pléiade » (édition Gallimard). Il s'agit là d'une véritable reconnaissance de la littérature française. Il a toujours beaucoup compté sur les mots, qu'ils soient parlés ou écrits, et il avait un grand sens du style. Il figure désormais dans la même collection que les auteurs qu'il admirait le plus, comme Bossuet et Chateaubriand.

Pourtant, parmi ces nombreuses, si nombreuses réalisations, c'est le 18 juin qui se détache. C'est aussi vers le 18 juin qu'il se tournait lui-même. Lorsque le général de Gaulle écrivait à Jean Marin, peu avant sa mort (Jean-Louis Crémieux-Brilhac y fait

référence dans sa contribution à ce recueil), c'était pour affirmer que « La France libre est la plus belle chose que nous ayons réalisée ».

Les événements de 1940, loin de s'effacer de la conscience nationale française au fil des années, demeurent plus enracinés que jamais. Le contraste est saisissant lorsque l'on sait combien de Gaulle est resté isolé dans les semaines et les mois qui ont suivi son appel du 18 juin. L'élite française, les préfets, les fonctionnaires, les diplomates, les hommes politiques, les membres de l'Académie, les hommes d'église, tous, l'ont ignoré. A de multiples égards, de Gaulle est toujours resté une figure solitaire. C'était un homme politique mais il n'a jamais fait partie d'un parti. Il n'était pas soumis à l'armée ou à l'Eglise. Il n'a jamais cherché à exposer sa vie privée ou sa famille. Comme le montrent ses manuscrits, il écrivait lui-même ses discours, souvent laborieusement, mais toujours avec le plus grand soin.

Toute sa vie, il a eu à faire face à l'opposition et à la critique. Dès le début, à Londres, quand on l'a accusé de fascisme ; en 1958, quand on a qualifié son retour au pouvoir de « coup d'Etat » ; en 1962, à l'occasion de la réforme, quand il a décidé que le Président de la République serait élu au suffrage universel direct et qu'il a été comparé à Napoléon III. Il a récemment été accusé de manquer d'idéologie, bien que des documents aient été trouvés prouvant qu'il s'est montré hostile à la politique antisémite de Vichy en 1940 et en 1941. Il lui a également été reproché d'avoir commis des erreurs politiques, comme par exemple, lors de sa gestion de la crise algérienne. C'est le cas de tous les personnages publics.

De Gaulle était seul en 1940 à penser qu'il représentait la France et à se montrer convaincu que, dans les moments de crise de l'histoire française, un individu s'était toujours dressé pour personnifier la France. En pratique, il n'était pas vraiment seul. Tous les ministres du gouvernement britannique cherchaient à traiter avec de Gaulle et non avec l'un de ses représentants ou porte-parole. Et bien qu'au cours de conversations privées, certains fonctionnaires se soient moqués de lui, ils étaient nombreux à aviser le Premier ministre et d'autres membres du gouvernement de son importance, en France. Toute suggestion visant à se débarrasser du général de Gaulle, comme celle émise par le président Roosevelt, provoquait un concert de protestations de la part des ministres britanniques et des fonctionnaires. La contribution de la France libre à la guerre était jugée importante. Le ralliement des colonies françaises ; la remarquable expédition du général Leclerc en Afrique ; le rôle de l'armée française dans la libération du sud de la France ; l'unification de la résistance ; la Libération de Paris ; la progression du général Leclerc à l'est jusqu'à Berchtesgaden sont autant de faits remarquables.

Après sa défaite au referendum qu'il avait suscité, le 27 avril 1969, il fit publier un communiqué laconique qui tenait en deux phrases annonçant que sa démission prendrait effet à midi le jour suivant. Il reçut de nombreuses lettres de sympathie. L'une d'entre elles l'a particulièrement touché : elle lui avait été adressée par la reine mère d'Angleterre. Il lui avait envoyé, chaque année, une lettre personnelle à l'occasion de l'anniversaire de la mort du roi George VI. Cette fois, c'est elle qui lui écrivait.

Les commémorations, comme cette commémoration du 18 juin, ne touchent pas seulement aux choses du passé. Elles concernent aussi notre présent et notre avenir. Elles mettent en valeur ce qui compte vraiment. Les Français et les Britanniques étaient alliés. Ils se sont efforcés, ensemble, de survivre. Ils ont cherché, ensemble, à triompher d'un ennemi diabolique. Les discordes étaient sans importance ; la coopération et l'amitié étaient primordiales et indéfectibles.

Peu avant sa mort, le général de Gaulle déclarait à l'un de ses amis : « le pays est fatigué du gaullisme. Mais vous verrez le mythe du gaullisme grandira... ». Ce pourrait bien être le cas. Le mythe est indéniablement présent, avec ses partisans et ses détracteurs. Mais en 1940, il n'y avait pas de mythe. Heureusement pour l'histoire de Grande-Bretagne et de France, il s'agissait de réalité.

Sauver notre honneur

Discours prononcé par Maurice Druon à l'occasion de sa nomination comme Chevalier commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique (KBE)

Cher Ambassadeur,

Dear Sir Michael,

Ladies and gentlemen,

Chers amis,

Vous voyant si nombreux, si chaleureux, si empressés, à avoir répondu à l'invitation qui vous fut faite d'assister à cette cérémonie, je ne doute pas que ce soit en tout premier lieu parce qu'elle vous était adressée par l'Ambassadeur de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni ; mais c'est aussi, je pense, parce que vous saviez que nulle distinction ne pouvait avoir plus d'importance, à mes yeux que celle qui vient de m'être remise.

Et je prie les Ambassadeurs amis, ici présents, qui m'ont fait l'honneur, infiniment apprécié, de me décorer d'un ordre de leur pays, me prouvant qu'on m'y tenait en estime, de comprendre pourquoi celui-ci revêt pour moi une signification toute particulière.

C'est le symbole d'une histoire d'amour et de dignité qui remonte à près de soixante ans. Les témoins se raréfient de cette époque-là ; j'en reconnais quelques-uns ici, et des meilleurs.

J'étais alors un jeune officier de cavalerie, défait et désolé, qui s'était battu le long des routes de France, du nord au sud, jusqu'à finir, plein d'une fureur impuissante, sur les bords de la Dordogne. L'humiliation autant que le chagrin me submergeaient le coeur, une humiliation dont je me demandais si elle pourrait jamais être lavée.

C'est la Grande-Bretagne, c'est ce *British Empire*, dont aujourd'hui je deviens *Knight*, qui m'ont permis de restaurer mon honneur d'homme et de soldat. Ma honte a disparu le jour où j'ai endossé un *battle-dress*, mais avec le mot FRANCE brodé sur l'épaule.

Je fus de ces quelques milliers d'orphelins, arpentant les rues de Londres et auxquels les Anglais donnèrent le sentiment qu'ils avaient retrouvé une famille, celle du courage. Mon honneur, oui, ce fut de partager l'héroïsme quotidien et discret des Londoniens.

La plaque qui s'accroche aujourd'hui à ma poitrine, elle est comme un miroir où je vois se refléter des demi-maisons fendues par une bombe, mais qui portaient cette pancarte : « *Business as usual* ». J'y vois aussi les grandes affiches appelant au civisme, dans les gares : « *Is your journey really necessary ?* » ou d'autres encore « *Take a five inch bath* ». Cela ne fait pas beaucoup d'eau, cinq *inches*; et il n'y avait

pas un *bobby* dans chaque salle de bains pour constater qu'on respectait cette prescription.

Alors que nous nous étions échappés d'un pays où tout ce qu'on pouvait accomplir contre les lois - lois de l'occupant - était patriotique, en quelques jours, à l'exemple de nos hôtes, nous étions devenus des citoyens parfaits.

Je revois les nuits de *blitz*, ponctuées de brasiers, et j'entends sous mes pas crisser les éclats de verre qui jonchaient les rues obscures. Je revois ces messieurs un peu bedonnants, habitués des clubs du quartier Saint-James, la moustache grise en brosse et coiffés de leur casque plat, qui montaient sur les toits pour assurer leur tour de *fire watching*, alors que les projecteurs se croisaient et se décroisaient dans le ciel ; comme je revois ces jeunes femmes, en uniforme strict, souvent belles, qui conduisaient les voitures des *head quarters*, et ces jeunes filles aux joues roses et en culottes beiges qui constituaient la *land army*. Il n'était personne qui ne prît part au combat.

Vous comprenez peut-être comment s'est formé l'étrange idiome que je parle quand je suis en territoire britannique, *half french and half wartime english*.

Laissez que dans mon miroir pectoral, je contemple l'image du roi George et de toute la famille royale, admirable d'active sérénité, et symbolique parfaitement d'une nation admirable.

Laissez-moi rendre hommage à la Reine Elizabeth, aujourd'hui *the Queen Mother*, qui montrait une affection particulière aux *Free French*, venait souvent leur apporter le cadeau de son sourire, et portait une petite croix de Lorraine, en or, sur son corsage. Remercions Dieu de nous l'avoir gardée, et qu'elle ait pu franchir le siècle, avec nous.

Oh ! Je n'ai pas accompli de prouesses. Je ne fus, comme tels amis fraternels présents ce soir, ni à Bir Hakeim, ni à Koufra. Volontaire souvent contrarié, j'ai fait ce que j'ai pu, là où je me trouvais et avec les moyens que la nature m'avait donnés ! Je fus une des voix de la France libre, l'une des voix qui pouvaient parler pour la France prisonnière.

Les mots d'honneur et de patrie ne prennent la totalité de leur sens que pour les hommes qui ont été privés de ce qu'ils désignent.

On dit que les générations nouvelles n'y accordent aucun prix. C'est qu'elles se croient sans menaces !

J'ai connu en France des hommes pour qui, avant la guerre, le drapeau, la nation n'avaient nulle importance, et qui même en professaient le mépris. Ils se sont retrouvés chefs de réseau dans la Résistance. Le traducteur de mes ouvrages en Grande-Bretagne, un cadet d'une très noble famille qui remontait, je crois, à Guillaume le Conquérant, commença, au sortir de l'adolescence, par être objecteur de conscience. Puis il alla s'engager dans les Brigades internationales, durant la guerre d'Espagne, et il finit officier des *guards*, aide de camp d'un *field marshal*.

Il est habituel d'entendre aussi les gens sans mémoire dire, bien légèrement, que, de toute manière, les Alliés auraient remporté la victoire. Est-ce si sûr ?

La Grande-Bretagne comptait quelques personnages peu nombreux, mais non des moindres, que séduisait l'ordre hitlérien, et d'autres, qui, devant la disproportion des forces en présence, et au nom d'un pragmatisme suicidaire, auraient été prêts à traiter avec l'ennemi, quel qu'en fût le prix.

La France, hélas, comptait davantage de représentants de ces deux catégories. Le désastre de mai 40 leur permit de se saisir d'un faux pouvoir, d'un pouvoir vassal.

Les États-Unis, en dépit des efforts de quelques *war mongers*, étaient loin d'envoyer leurs fils du Texas ou du Wyoming mourir pour la liberté de leurs arrière-cousins, de l'autre côté de l'Océan. Devant une Europe entièrement soumise et à l'armée allemande et à la contagion du nazisme, n'auraient-ils pas hésité plus encore à intervenir ? Car, là-bas aussi, il y avait des adeptes de l'hitlérisme dont les triomphes, à leurs yeux, justifiaient les atroces principes.

S'il n'y avait pas eu Churchill, et sa formidable énergie pour soulever, inspirer, organiser toute l'énergie latente du peuple britannique, s'il n'y avait pas eu Churchill pour rassembler toutes les forces et les ressources des dominions, pour héberger ou constituer des gouvernements européens en exil, s'il n'y avait pas eu Churchill pour inviter à Londres le général de Gaulle, ne l'oublions jamais, afin qu'il y incarnât la France, avec ses exigences nécessaires mais parfois un peu irritantes, s'il n'y avait pas eu de juin 40 à juin 41 cette *lonely year* de la Grande-Bretagne, de ses aviateurs, de ses marins, de ses soldats, où elle fut l'unique et dernier bastion de nos libertés, les choses ne se fussent pas terminées de la même façon.

Peut-être les deux totalitarismes, le brun et le rouge, dont les principes et les méthodes procédaient de la même filiation hégélienne et marxiste, se seraient-ils entendus pour établir sur toute l'Europe, des régimes, sans Dieu ni humanité, qui dureraient encore. Le totalitarisme rouge a bien duré soixante-dix ans ! Le mur de Berlin n'est tombé que parce que de l'autre côté, il y avait l'exemple du libéralisme. Peut-être vivrions-nous tous sous une longue oppression qui, génération après génération, aurait fini par nous priver de notre âme.

Et la petite princesse d'alors, qui était un modèle de dignité enfantine, ne serait peut-être pas aujourd'hui la Reine Elizabeth II, devant laquelle je ploie mon vieux genou de nouveau chevalier.

Alors, cher Ambassadeur, qui m'avez adressé des paroles pleines d'indulgence et d'affection, alors chère Sylvia, qui nous recevez avec autant de grâce que de générosité, alors chers amis présents, tout ce que, dans la modeste mesure de mes forces, j'ai pu faire au long de ma vie pour témoigner ma gratitude envers l'Angleterre, alors mon appartenance au Conseil franco-britannique depuis sa fondation, alors, l'aide que je m'efforçai d'apporter au Président Pompidou dans la campagne pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, où je répandis ce slogan « *L'Europe avec l'Angleterre sera difficile, mais l'Europe sans l'Angleterre est impossible* », alors le soutien que j'ai pu donner aux bourses de l'Entente cordiale, afin que nos jeunes élites apprennent à apprécier tout ensemble leurs différences et leurs proximités, alors ma défense de la vraie langue anglaise, parallèle à la défense de la vraie langue française, tout cela n'est que le service tout naturel et bien faible d'une dette de reconnaissance de longtemps contractée.

Oh ! Entre nos deux pays les préventions mutuelles, pour atténuées qu'elles soient, sont loin d'être totalement disparues.

Depuis Aliénor d'Aquitaine, il y a toujours une vache folle pour passer dans un sens ou dans l'autre le *Channel*, et mettre certains cerveaux en éponge.

Il y a toujours des gens, de ce côté-ci, pour penser : « Ces perfides Anglais », et de l'autre : « Ces insupportables Français ».

Mais il y en a autant, et plus je l'espère, pour apprécier et aimer les paysages, les monuments, les œuvres, les produits, les mœurs, les manières d'être et de vivre, les comportements, les aptitudes, les valeurs sociales de l'autre pays.

A ceux-là de se consacrer à l'entente plus que cordiale, l'entente active, volontaire, efficace de nos deux nations qui ont tant à échanger pour un double profit.

Patriote et européen, ce qui n'est nullement contradictoire, je suis absolument convaincu que l'avenir de notre civilisation dépend en large partie des actions politiques que sauront, ou ne sauront pas, déterminer et conduire ensemble nos deux nations, les plus vieilles d'Occident et les plus riches d'expérience. (...)

C'est bien ici pour moi le lieu et le jour d'affirmer que, en termes d'amitiés et d'union franco-britanniques, mes espérances sont illimitées.

Thank you from the very depth of my heart.

Maurice Druon a été nommé Chevalier commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique, le 11 janvier 2000, à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris.

A propos des contributeurs

Peter Petrie: Il a été président de la section britannique du Conseil franco-britannique de 1998 à 2002.

Daniel Bernard: Il a été ambassadeur de France à Londres de 1998 à 2002. Il est décédé en 2004.

Pierre Lefranc: étudiant il a été blessé lors de l'une des premières démonstrations de résistance, le 11 novembre 1940. Il a rejoint la France libre, puis est devenu proche conseiller et ami de De Gaulle. Il a été l'un des fondateurs de l'Institut Charles de Gaulle.

François Bédarida: Il a été le fondateur et le premier directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, à Paris (de 1979 à 1990). Il a également été Secrétaire général du Comité international des Sciences Historiques et membre du Conseil franco-britannique. Il est l'auteur d'une remarquable biographie de *Churchill* (Paris 1999). Il est décédé en 2001.

Philip Bell: Historien, il est l'auteur de nombreux ouvrages historiques, notamment : *A Certain Eventuality: Britain and the fall of France* (1974), *France and Britain 1900-1940: Entente and Estrangement* (1996), *France and Britain 1940-1994* (1997)

Jean-Louis Crémieux-Brilhac: Il a été secrétaire à Londres du Comité de propagande pour la France libre, directeur de La Documentation Française, membre du the Conseil d'Etat. Il est l'auteur des Français de l'an 40 (2 vols. 1990) ; et de La France Libre (1996).

Maurice Vaïsse: Après avoir été professeur d'histoire à l'université de Reims, il préside, depuis 2008, le conseil scientifique pour la recherche historique au ministère de la Défense. Il a notamment publié : *La Grandeur. Politique étrangère du Général de Gaulle 1958-1969* (1998). Il est membre du conseil franco-britannique.

Alastair Horne: Il a été *Senior Associate Fellow* au College Saint-Antony, à Oxford. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à la France et notamment de *1870 and the Commune, 1916 Verdun, and 1940*. Il est également le biographe de Harold Macmillan (2 vols, 1989). Il a été membre du Conseil franco-britannique.

Martyn Cornick: Il a été maître-assistant en français, à l'université de Birmingham ; rédacteur de *Modern and Contemporary France* et auteur de *La Nouvelle Revue Française 1925-1940* (1995).

Helen Drake: Elle est maître de conférences en français et en Etudes européennes, à l'université de Loughborough. Elle est notamment l'auteur de *Jacques Delors. Perspectives on a European leader*, paru en anglais, en 2000 puis en français en 2002 sous le titre : *Jacques Delors en Europe*.

Jane Marshall: Elle a été correspondante à Paris pour le *Times Educational Supplement* (supplément éducation du *Times*).

Maurice Druon: a appartenu aux Forces françaises libres, à Londres. En 1943, il écrivit, avec son oncle Joseph Kessel, le Chant des Partisans, l'hymne de la Résistance. Romancier et essayiste, ministre des Affaires culturelles, Secrétaire perpétuel de l'Académie Française, il a également été membre du Conseil franco-britannique. Il est décédé en 2009.

Geoffrey Hare : Ancien Directeur de l'UER de langues vivantes de l'Université de Newcastle (R.U.), ancien président de l'Alliance française de Newcastle upon Tyne, ancien vice-président de la Fédération britannique de l'Alliance française.

Franco-British Council 2010 – Background and Activities

Following the setting up of the Franco-British Council in 1972 by PM Heath and President Pompidou during the Queen's State visit, Sir Kenneth James of the FCO concluded: *'We must get rid of thinking of each other in myths and stereotypes. My personal hope is that when differences arise we shall be able to solve them increasingly by personal contact between men (sic) who know and trust each other. In setting up this network of personal contacts your committee could play an invaluable role.'*

Since 1972, the FBC has been a significant and active force in improving and sustaining Franco-British relations in good times and bad. With only two part time staff, we have brought together over 10,000 experts at over 150 debates whose conclusions have fed into policy thinking for both governments. The FBC is unique in drawing together a network of experts from the two countries²⁰. Working in tandem with our sister organisation, the conseil franco-britannique, we have built up a huge range of contacts and developed a knack for bringing together exceptional talents from the two countries for open and dynamic discussions, normally attended by Ministers and senior government officials on both sides which have drawn praise at the highest level from PM Brown, President Sarkozy and PM Blair. Thus it was that, back in 2004 at a seminar for a 'new generation' of leaders, David Cameron found himself discussing UK and French financial policies with Nick Clegg, David Miliband and French député Yves Censi. Past members include Pierre Lellouche, France's Secretary of State for European Affairs, and current members include Dominic Grieve and Chris Huhne. The eclectic range of participants at our events has included Douglas Hurd, Bonnie Greer, Thierry Henri and Ronnie Wood. As we celebrate the 70th anniversary of De Gaulle's *Appel* it is worth reflecting that the bilateral relationship is entering a phase of unprecedented potential. Meetings between David Cameron and President Sarkozy are likely to produce joint declarations that will commit the UK to fulfil obligations to our close partners across the Channel. The FBC are perfectly placed to help ensure their implementation. As President Sarkozy himself said during the 2008 State visit *'je sais combien le Conseil est dévoué à l'approfondissement de notre relation bilatérale dans toutes ses dimensions et je connais l'intelligence de ses travaux et de ses réflexions*

²⁰ We differ from the Franco-British Colloque which is a high level business-driven gathering that meets only once a year and does not take forward a sustained work programme by policy area.

Examples of work programme²¹

DEFENCE: Sandy Johnston from the MOD commented after our recent round table on defence cooperation: *'It is only by talking to each other regularly and gaining each other's confidence that we will achieve the level of co-operation that is needed'* With shared strategic interests, substantially similar defence requirements and in the current financial circumstances, the case for closer defence co-operation has never been greater. There is broad consensus that the time is right substantially to advance the work initiated by the St Malo Declaration. This is a classic area where the FBC draws key people together to talk openly and creatively in order to take advantage of this window of opportunity. Since 2006 we have developed a programme of debates involving key figures such as Menzies Campbell, Lord Robertson, Bill Rammell along with their French counterparts with two roundtables over the last nine months, and the next scheduled to take place in the autumn in Paris. Referring to our Defence seminar in 2006 Tony Blair wrote that: *'I should like to take this opportunity to register my support for the work of the Council and my appreciation for its valuable contribution to Anglo-French relations'*

SUSTAINABILITY: Praising the work of the FBC recently, the French Ambassador commented on the importance of nourishing bilateral relations: *'It was the British Prime Minister and the French President who pushed to set up the G20, it was Britain and France who worked together to rescue the Copenhagen summit on climate change, and targets previously set by the UK and France have been taken up by the rest of Europe. None of this 'just happens' – it is all the result of a lot of work behind the scenes and the FBC was at the heart of all this.'* Recent seminars on Energy and the Environment and on Agriculture are being followed up by a debate on Deforestation in Paris next week to consider the best way forward to establish an Interim REDD-plus Partnership Arrangement ensuring effective co-ordination of funding.

DIVERSITY: We have a reputation for identifying key subjects that deserve bilateral debate and for tackling them in a creative and innovative fashion. Our ability to reach into new territory was demonstrated by the range of young people invited to our Diversity 2.0 seminar this year. Following on from an earlier event this debate recognised the fact that the two countries share similar challenges and have much to learn from each other's approaches. Former Prime Minister Brown, in opening the seminar, emphasised how keen he was to hear the conclusions. The mix of top level experts such as Sarkozy's Diversity Tsar, Yazid Sabeg and young disadvantaged people from areas like Tower Hamlets led to a debate, which Oona King characterised as a *'superb event'*. Work in this area continues to contribute to cultural diplomacy training at the FCO.

²¹ Other recent debates and reports have treated Public Service Reform, Research and Innovation and Financial Regulation